



**PREMIER SEMESTRE 2020
RAPPORT FINANCIER**

TABLE DES MATIÈRES

I. RAPPORT DE GESTION	3
II. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	8
III. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	10
IV. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS POUR LES SIX MOIS ARRÊTÉS AU 30 JUIN 2020	11

I. RAPPORT DE GESTION

1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2020

UNE PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE SOLIDE QUI ILLUSTRE LA RÉSILIENCE DU BUSINESS MODEL ET L'AGILITÉ DE L'ORGANISATION

- Flotte totale comptant 1,76 million de véhicules en gestion à travers le monde à fin juin 2020, soit +3,8 % par rapport à juin 2019
- Marges des contrats de location et des services en baisse de 22,0 millions d'euros, y compris l'impact du processus de réévaluation de la flotte : une charge de dépréciation additionnelle de 30,0 millions d'euros au premier semestre 2020 contre une reprise de 11,3 millions d'euros au premier semestre 2019
- Résultat de la vente de véhicules d'occasion à -11,6 millions d'euros, y compris la dépréciation des véhicules d'occasion à hauteur de 18,6 millions d'euros
- Baisse des frais généraux de 3,4 millions d'euros qui démontre la capacité du groupe à maîtriser ses coûts
- Coût du risque à hauteur de 46 points de base¹, y compris une provision forward looking IFRS 9 (prospective)
- Plus-value de cession après impôt de 10,0 millions d'euros sur la participation dans ALD Fortune (Chine) au premier trimestre 2020
- Résultat net (part du groupe) de 206,8 millions d'euros
- Total des capitaux propres sur l'actif de 15,6 %, contre 15,2 % à fin juin 2019

2. EXAMEN FINANCIER DES SIX PREMIERS MOIS DE 2020

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	T2 2020	T2 2019	Var % T2 2020/2019	S1 2020	S1 2019	Var % S1 2020/2019
Revenus des contrats de location				2 280,9	2 205,9	3,4 %
Coûts des contrats de location – Dépréciations				(1 835,8)	(1 744,1)	5,3 %
Coûts des contrats de location – Financement				(150,9)	(136,4)	10,6 %
Gains/pertes latents sur instruments financiers				1,3	4,9	(72,7 %)
Marge des contrats de location	130,5	165,1	(21,0 %)	295,5	330,3	(10,5 %)
Chiffre d'affaires – Services				1 062,3	1 051,1	1,1 %
Coût des ventes – Services				(741,9)	(743,5)	(0,2 %)
Marge des services	162,4	159,5	1,8 %	320,4	307,6	4,2 %
Marges des contrats de location et des services	292,9	324,6	(9,8 %)	615,9	638,0	(3,4 %)
Produits de la vente de véhicules				1 355,5	1 491,3	(9,1 %)
Coût de revient des véhicules vendus				(1 367,1)	(1 447,9)	(5,6 %)
Résultat de la vente de véhicules d'occasion	(14,9)	24,4	ns	(11,6)	43,4	ns
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL BRUT	278,0	349,0	(20,3 %)	604,3	681,4	(11,3 %)
Charges de personnel				(203,3)	(202,4)	0,4 %
Frais généraux et charges administratives				(82,0)	(88,2)	(7,0 %)
Dotation aux amortissements				(28,1)	(26,2)	7,3 %
Total des charges opérationnelles	(151,3)	(159,3)	(5,0 %)	(313,4)	(316,8)	(1,1 %)
<i>Coefficient d'exploitation (hors résultat de la vente de véhicules)</i>	<i>51,7 %</i>	<i>49,1 %</i>		<i>50,9 %</i>	<i>49,7 %</i>	
Provisions pour dépréciation de créances	(29,8)	(11,4)	161,7 %	(47,6)	(21,8)	118,6 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	96,9	178,3	(45,6 %)	243,3	342,8	(29,0 %)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des entités contrôlées conjointement	0,3	0,5	32,7 %	0,7	0,9	(19,3 %)
Résultat avant impôt	97,2	178,8	(45,6 %)	244,0	343,7	(29,0 %)

¹ En % de l'actif productif moyen

(en millions d'euros)	T2 2020	T2 2019	Var % T2 2020/2019	S1 2020	S1 2019	Var % S1 2020/2019
Impôt sur le résultat	(17,9)	(30,7)	(41,6 %)	(44,6)	(59,7)	(25,4 %)
Résultat des activités abandonnées	(0,0)	0,0		10,0	0,0	
Bénéfice de l'exercice	79,3	148,1	(46,4 %)	209,5	283,9	(26,2 %)
Résultat net (part du Groupe)	78,0	146,9	(46,9 %)	206,8	280,7	(26,3 %)
Participations ne donnant pas le contrôle	1,3	1,2	7,8 %	2,6	3,3	(20 %)

Rendement moyen sur fonds propres²

10,5 % 15,3 %

Les marges opérationnelles, définies comme les marges des contrats de location et des services hors dépréciation additionnelle, ont prouvé leur résilience au cours du premier semestre 2020, progressant de 3,1 % d'une année sur l'autre hors dépréciation additionnelle et en ligne avec la croissance de la flotte au bilan, à +3,1 % par rapport au premier semestre 2019.

La croissance de la flotte totale a été pénalisée par les mesures strictes de confinement prises en Europe de l'Ouest.

Cependant, les relations avec la clientèle et les partenaires se sont trouvées renforcées par la crise, par la proximité, l'écoute et un suivi attentif des situations les plus difficiles. L'activité a repris progressivement une fois les mesures de confinement allégées et atteint déjà les niveaux pré-crise dans certaines régions.

Malgré la baisse des volumes observée durant le confinement, la pénétration des motorisations « vertes »² maintient sa progression : ils représentaient 19 % des livraisons de véhicules particuliers d'ALD dans le monde au deuxième trimestre 2020 (contre 12 % au deuxième trimestre 2019) et près de 21 % en Europe³, atteignant déjà l'objectif de plus de 20 % de livraisons de véhicules « verts » en Europe⁵ d'ici fin 2020 annoncé au début de l'année.

ALD est prête à répondre à cette évolution de la demande grâce à une collaboration continue avec des acteurs de référence du marché, depuis les constructeurs automobiles comme Tesla ou Polestar jusqu'aux fournisseurs d'infrastructures de chargement et systèmes de support tels que Chargepoint, E.On et Enel. Ces partenariats font partie d'un programme exhaustif destiné à promouvoir les véhicules électriques, notamment grâce à des produits associés comme Switch et Carsharing.

La flotte totale compte 1,76 million de véhicules à fin juin 2020, soit +3,8 % par rapport à fin juin 2019. La croissance organique de la flotte (hors impact de l'acquisition de Stern Lease aux Pays-Bas et la cession d'ALD Fortune Auto Leasing & Renting en Chine) sur la même période s'établit à 3,1 %.

La marge des contrats de location atteint 295,5 millions d'euros et la marge des services 320,4 millions d'euros au cours du premier semestre 2020, en baisse de 10,5 % et en hausse de 4,2 % respectivement par rapport au premier semestre 2019. Le total des deux marges recule de 22,0 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Au deuxième trimestre 2020, la marge des contrats de location incluait une charge de dépréciation additionnelle de 30,0 millions d'euros, résultat du processus de réévaluation de la flotte et de la baisse des prix de vente qui devrait se poursuivre jusqu'en 2021.

² Véhicules « verts » : véhicules électriques, hybrides rechargeables, hybrides

³ Espace Économique Européen, Royaume-Uni et Suisse.

La contribution du résultat de la vente de véhicules d'occasion au résultat opérationnel brut s'établit à -11,6 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse significative par rapport aux 43,4 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2019. Cette diminution est due notamment à une dépréciation spécifique de 18,6 millions d'euros du stock de voitures d'occasion, enregistrée dans les résultats du premier semestre, reflétant des retards dans les ventes et une réduction possible des prix des voitures d'occasion.

La marge moyenne de ventes de véhicules d'occasion⁴ pour le semestre s'élève à -92 euros par unité (55 euros après retraitement de la charge exceptionnelle de dépréciation des véhicules d'occasion enregistrée sur la période). La moyenne au deuxième trimestre 2020 est de -234 euros par unité (-105 euros hors charge exceptionnelle de dépréciation).

126 000 véhicules d'occasion ont été vendus au premier semestre 2020, contre 144 000 au premier semestre 2019, ce qui reflète l'effet des mesures de confinement adoptées aux mois de mars et avril. Bien que l'activité de revente affiche un net rebond depuis la mi-mai, les stocks restent à un niveau supérieur à celui précédant la crise. ALD continue à promouvoir les extensions de contrats auprès de clients ciblés dans le but de réduire le nombre de véhicules à vendre. La plateforme de revente en ligne d'ALD est un atout essentiel dans la gestion efficace des ventes de voitures d'occasion, alors même que l'activité reprend progressivement.

Les charges opérationnelles ont baissé de 3,4 millions d'euros au premier semestre 2020 pour atteindre 313,4 millions d'euros, démontrant ainsi la capacité d'ALD à maîtriser ses coûts en cette période difficile. Cette baisse atteint 8 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019, un résultat notable dans le contexte d'une croissance de la flotte de 3,8 %.

Les provisions pour dépréciation de créances s'élèvent à 47,6 millions d'euros, en hausse de 25,8 millions d'euros par rapport aux 21,8 millions d'euros comptabilisés au premier semestre 2019. Cette augmentation découle essentiellement d'une provision prospective de 13,4 millions d'euros enregistrée dans les résultats du premier semestre 2020, qui reflète l'augmentation probable des défaillances de clients. Le coût du risque⁵ atteint 46 points de base au premier semestre 2020 (32 points de base hors composante prospective).

Suite au closing de l'opération le 28 février 2020, une plus-value de cession après impôt de 10,0 millions d'euros sur la vente de la participation d'ALD dans ALD Fortune Auto Leasing & Renting (Chine) a été comptabilisée au premier trimestre 2020.

Ainsi, le résultat net (part du Groupe) d'ALD s'établit à 206,8 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse par rapport aux 280,7 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2019. Cette baisse résulte essentiellement des provisions et charges de dépréciation additionnelle totalisant 62 millions d'euros (avant impôt).

BILAN SOLIDE

⁴ Information de gestion

⁵ Coût du risque : ratio annualisé, utilisant les charges de dépréciation des créances divisées par la moyenne arithmétique de l'actif productif en début et en fin de période.

In EUR million	30.06.2020	31.12.2019	Var S1 2020/EX 2019	Var % S1 2020/EX 2019
Total flotte ('000 véhicules)	1 765	1 765	0	0,0%
Actif Productif	20 480	21 183	-702	-3,3%
<i>dont Flotte de location</i>	19 705	20 337	-631	-3,1%
<i>dont Créances au titre des contrats de location-financement</i>	775	846	(71)	-8,4%
Investissements à long terme - Prises de participation	430	469	(39)	-8,4%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	326	156	171	109,7%
Immobilisations incorporelles (y compris écart d'acquisition)	618	616	2	0,4%
Autres	3 163	3 164	(1)	0,0%
Total de l'Actif	25 018	25 588	-570	-2,2%
Capitaux propres	3 879	3 993	-113	-2,8%
Participations ne donnant pas le contrôle	32	36	-4	-10,2%
Dettes financières	17 905	18 395	-490	-2,7%
Autres passifs	3 201	3 164	37	1,2%
Total du passif et des capitaux propres	25 018	25 588	-570	-2,2%

MOUVEMENTS SIGNIFICATIFS AU BILAN

L'actif productif baisse de 3,3 % à fin juin 2020 par rapport à fin 2019, pour atteindre 20,5 milliards d'euros, reflétant une légère baisse de la flotte au bilan, l'effet d'extensions de contrat et des impacts liés à la conversion des devises.

Les réinvestissements de capitaux dans des dépôts à long terme baissent de 39 millions d'euros car les dépôts amortissables auprès de la Société Générale continuent de s'amenuiser. Les autres actifs restent stables.

Le financement total à fin juin 2020 s'établit à 17,9 milliards d'euros (soit un léger recul par rapport aux 18,4 milliards d'euros comptabilisés à fin 2019), dont 70 % de prêts de la Société Générale. Au cours du premier semestre 2020, 400 millions d'euros de bons sont arrivés à échéance et n'ont pas été refinancés dans le contexte actuel de besoins moindres en raison des extensions de contrats et d'une croissance de flotte limitée.

Le total des capitaux propres sur l'actif du Groupe s'élève à 15,6 % à fin juin 2020, en hausse par rapport à l'année dernière (15,2 %) et en légère baisse par rapport à fin 2019 (15,7 %) suite au paiement des dividendes de 2019 au deuxième trimestre 2020 (254 millions d'euros).

- ✓ Croissance (organique) de la flotte totale proche de 0 % par rapport à 2019 et acquisitions ciblées à mesure que les opportunités se présentent
- ✓ Résultat de la vente de véhicules d'occasion par unité de -250 euros en moyenne à 0 euro
- ✓ Coefficient d'exploitation (hors résultat de la vente de véhicules d'occasion) entre 50 % et 51 %

3. INITIATIVES STRATÉGIQUES ET DÉVELOPPEMENTS OPÉRATIONNELS CLÉS

LANCEMENT D'OFFRES FLEXIBLES

Le 24 juin, ALD a annoncé le lancement d'ALD Flex, une solution flexible de mobilité offrant les avantages d'un service de location longue durée et d'une disponibilité à la demande, disponible dans 19 pays.

ALD Flex propose une offre de véhicule tout compris pour une utilisation allant de 1 à 24 mois, à un tarif mensuel optimal. Une large gamme de catégories de véhicules est disponible pour une utilisation immédiate. Une flexibilité supplémentaire permet de résilier les contrats après 1 mois sans frais supplémentaires.

ALD Flex sera disponible dans 30 pays à travers le monde d'ici mi-2021.

En outre, ALD propose ALD Swap en Norvège. Cette solution d'abonnement premium offre une sélection de voitures flexible et permet de changer de voiture à tout moment.

ALD CARMARKET, NOUVELLE IDENTITÉ DE MARQUE MONDIALE

Le 16 juin, ALD a lancé une nouvelle phase d'expansion de son identité de marque unifiée : le repositionnement de l'ensemble de l'offre de revente sous la nouvelle identité de marque mondiale de la Société, ALD Carmarket, désormais utilisée pour les segments du commerce de détail et des entreprises. Intensifiant le lancement de son offre directe d'achat ou de location de véhicules d'occasion « clicks & bricks » auprès des particuliers et s'appuyant sur le plus grand choix de véhicules d'occasion du secteur, ALD Carmarket propose des véhicules d'occasion de qualité, expertisés et entretenus, provenant des différents pays où ALD est directement implantée.

ÉVALUATIONS EXTRA-FINANCIÈRES : ALD AUTOMOTIVE NOTÉE PLATINUM PAR ECOVADIS EN POLOGNE ET AU LUXEMBOURG

Au début de l'année 2020, EcoVadis a revu sa grille de notation. Les critères d'attribution des médailles de bronze et d'argent ont été renforcés et une nouvelle catégorie « Platinum » a été créée afin de récompenser les entreprises les plus performantes. Se hissant en haut du classement des entreprises de la plateforme mondiale EcoVadis et affichant un score mondial supérieur ou égal à 73/100, la Pologne et le Luxembourg sont les premières entités ALD à avoir obtenu la médaille « Platinum ».

⁶ En prenant l'hypothèse que les principaux pays européens ne seront pas contraints de revenir à un confinement sévère pendant une période prolongée

LANCEMENT D'UNE NOUVELLE ACTIVITE DE GESTION DE FLOTTE AVEC FORD EN EUROPE

Le 16 juillet, Ford et ALD ont signé un pacte d'actionnaires afin de créer Ford Fleet Management, une solution intégrée de location longue durée et de gestion de flotte destinée aux clients européens.

Ford Fleet Management s'appuiera sur les connaissances approfondies des deux parties concernant les clients, les produits et les services de mobilité, ainsi que sur un vaste réseau de concessionnaires, afin d'offrir le meilleur temps d'exploitation de véhicule de sa catégorie.

Ford Fleet Management sera opérationnelle au Royaume-Uni d'ici l'automne, sous réserve de l'approbation des autorités compétentes.

Cette initiative vient renforcer une relation de longue date au cours de laquelle ALD Automotive a fourni des services de location à Ford depuis plus de 15 ans en Europe.

STRATEGIE POUR L'ASIE DU SUD-EST

Au premier semestre 2020, ALD a commencé à déployer sa stratégie en Asie du Sud-Est via la création d'une coentreprise avec Mitsubishi UFJ Lease et Finance Company Limited (MUL) aux fins d'opérer en Malaisie. En outre, ALD a signé des accords de partenariat avec Mitsubishi Auto Leasing Corporation (MAL) pour étendre sa couverture mondiale au Japon et avec Shouqi Car Rental & Leasing pour fournir des solutions de leasing complètes en Chine.

4. FACTEURS DE RISQUE

ALD continue de faire face aux risques habituels et aux risques inhérents à ses activités, comme indiqué au Chapitre 4 du Document d'Enregistrement Universel déposé le 9 avril 2020. Il n'y a pas eu de changement notable au niveau de ces risques durant le reste du premier semestre 2020.

5. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans la Note 34 aux états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et dans la Note 24 aux états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe pour les six mois arrêtés au 30 juin 2020. Ces opérations concernent essentiellement la rémunération des principaux dirigeants, les ventes de biens et services, les services informatiques, les locaux, le courtage, les polices d'assurance, les services aux entreprises, les prêts et la consolidation fiscale. Il n'y a pas eu de changement notable au niveau des opérations avec les parties liées depuis cette date.

6. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2020

Aucun

II. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

DELOITTE & ASSOCIES

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense cedex
S.A.S. au capital de € 2 188 160
572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ALD

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ALD, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration le 31 Juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 31 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 31 juillet 2020

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Pascal Colin

Micha Missakian

III. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Je certifie que, à ma connaissance, les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour les six mois arrêtés au 30 juin 2020 ont été préparés conformément aux normes comptables en vigueur et donnent une image fidèle des actifs, des passifs et de la situation financière de la société et de tous les engagements, y compris dans la consolidation. Je certifie en outre que le rapport de gestion intermédiaire, qui se trouve en première partie du Rapport, donne une image fidèle des événements importants qui se sont produits au cours des six premiers mois de l'exercice et de leur impact sur les états financiers, liste les principales opérations réalisées avec les parties liées et donne une description des principaux risques et incertitudes qui existent pour les six derniers mois de l'exercice.

Paris, 3 août 2020

Mr Tim Albertsen
Directeur Général d'ALD SA

Personne responsable de l'information financière
Mr Gilles Momper
Directeur Financier d'ALD SA

IV. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS POUR LES SIX MOIS ARRÊTÉS AU 30 JUIN 2020

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ.....	13
ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ DU RÉSULTAT GLOBAL	14
BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ	15
TABLEAU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	16
TABLEAU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	17
NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS	18
NOTE 1. INFORMATIONS GÉNÉRALES.....	18
NOTE 2. PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'EXERCICE	18
NOTE 3. BASE DE PRÉPARATION ET CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE	23
NOTE 4. ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES	27
NOTE 5. TAUX DE CHANGE	27
NOTE 6. SAISONNALITÉ ET CARACTÈRE CYCLIQUE DE L'ACTIVITÉ	28
NOTE 7. GESTION DES RISQUES FINANCIERS	28
NOTE 8. INFORMATIONS SECTORIELLES.....	28
NOTE 9. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	30
NOTE 10. CHIFFRE D'AFFAIRES ET COÛT DES VENTES.....	31
NOTE 11. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT.....	32
NOTE 12. DIVIDENDES.....	33
NOTE 13. TOTAL DES CHARGES OPÉRATIONNELLE,.....	33
NOTE 14. ÉCART D'ACQUISITION	33
NOTE 15. FLOTTE DE LOCATION	34
NOTE 16. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS	35
NOTE 17. CRÉANCES CLIENTS ET CRÉANCES SUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES.....	35
NOTE 18. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	36
NOTE 19. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	36
NOTE 20. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS.....	39
NOTE 21. EMPRUNTS AUPRÈS D'INSTITUTIONS FINANCIÈRES, OBLIGATIONS ET TITRES ÉMIS.....	40
NOTE 22. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉANCIERS	42
NOTE 23. RÉSULTAT PAR ACTION	42
NOTE 24. PARTIES LIÉES	43
NOTE 25. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	44

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ

(en millions d'euros)	Notes	Pour les six mois arrêtés au	
		30 juin 2020	30 juin 2019
Revenus des contrats de location	10a, 10d	2 280,9	2 205,9
Coûts des contrats de location – Dépréciations	10a	(1 835,8)	(1 744,1)
Coûts des contrats de location – Financement	10a	(150,9)	(136,4)
Gains/pertes latents sur instruments financiers	10a	1,3	4,9
Marge des contrats de location		295,5	330,3
Revenus des services	10b, 10d	1 062,3	1 051,1
Coût des ventes – services	10b	(741,9)	(743,3)
Marge des services		320,4	307,6
Produits de la vente de véhicules	10c, 10d	1 355,5	1 491,3
Coût de revient des véhicules vendus	10c	(1 367,1)	(1 447,9)
Résultat de la vente de véhicules		(11,6)	43,4
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL BRUT		604,3	681,4
Charges de personnel		(203,3)	(202,4)
Frais généraux et charges administratives		(82,0)	(88,2)
Dotation aux amortissements		(28,1)	(26,2)
Total charges opérationnelles		(313,4)	(316,7)
Provisions pour dépréciation de créances		(47,6)	21,8)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		243,3	342,8
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des entités contrôlées conjointement		0,7	0,9
Résultat avant impôt		199,5	343,7
Impôt sur le résultat	11	(44,6)	(59,7)
Bénéfice de l'exercice provenant des activités poursuivies		199,5	283,9
Bénéfice après impôt de l'exercice provenant des activités abandonnées	9	10,0	
Résultat net		209,5	283,9
Revenu net attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		206,8	280,7
Participations ne donnant pas le contrôle		2,6	3,3
Résultat par action au titre du résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère :			
Résultat par action de base (en cents)	23	0,51	0,70
Résultat par action dilué (en cents)	23	0,51	0,69
Résultat par action au titre des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de la société mère :			
Résultat par action de base (en cents)	23	0,49	0,70
Résultat par action dilué (en cents)	23	0,49	0,69

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions d'euros)	Notes	Pour les six mois arrêtés au	
		30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat net		209,5	283,9
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat		0,0	0,0
Variation des gains/(pertes) actuariels sur les engagements de retraite, avant impôt		0,0	0.1
Impôt différé sur les gains/(pertes) actuariels sur les engagements de retraite		0,0	(0.0)
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat		(63,5)	13,9
Variation des couvertures de flux de trésorerie, avant impôt		(7,8)*	(1.8)
Impôt différé sur les couvertures de flux de trésorerie		1,5	(0,2)
Différences de conversion		(57,2)	15,9
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt		(63,5)	13,9
Total du résultat global de l'exercice		146,0	297,9
Attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		143.7	294.7
Participations ne donnant pas le contrôle		2.3	3.2
Total du résultat global attribuable aux actionnaires de la société mère :			
- Activités poursuivies		143.7	294.7

*Évaluation de niveau 2 des produits dérivés obtenus auprès de tiers (voir la note 19 pour plus de détails)

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019
ACTIF			
Flotte de location	15	19 705,3	20 336,7
Autres immobilisations corporelle		123,3	118,2
Actifs de droit d'utilisation		126,2	131,4
Fonds commercial		577,7	575,7
Autres immobilisations incorporelles		40,6	40,4
Participations dans des entreprises associées et des entités contrôlées conjointement		9,6	9,0
Instruments financiers dérivés		47,6	7,8
Actifs d'impôts différés		191,9	170,3
Autres actifs financiers non courants	16	429,9	469,3
Actifs non courants		21,252,2	21,858,8
Stocks		421,4	371,6
Créances clients et créances sur les institutions financières	17	1 666,6	1 734,7
Créances d'impôt exigibles sur le résultat		156,5	120,4
Autres créances et charges constatées d'avance		829,8	957,3
Instruments financiers dérivés		28,1	10,9
Autres actifs financiers courants	16	337,1	326,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	326,0	155,5
Actifs courants		3 765,5	3 676,7
Actifs de groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente		-	52,3
Total de l'actif		25 017,8	25 587,9
PASSIF			
Parts sociales		606,2	606,2
Primes d'émission		367,0	367,0
Autres capitaux propres		(13,2)	(9,0)
Bénéfices non distribués et autres réserves		2 712,6	2 464,5
Résultat net		206,8	564,2
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		3 879,5	3 992,9
Participations ne donnant pas le contrôle		32,2	35,9
Total des capitaux propres		3 911,7	4,028,8
Emprunts auprès d'institutions financières	21	8 455,3	8 607,9
Obligations et titres émis	21	3 076,0	3 893,9
Instruments financiers dérivés		20,6	28,9
Passifs d'impôts différés		433,2	390,3
Dettes de location		107,3	111,5
Engagements de retraite et avantages à long terme		21,8	21,6
Provisions		118,9	118,8
Passifs non courants		12 233,1	13 172,9
Emprunts auprès d'institutions financières	21	4 888,4	4 800,2
Obligations et titres émis	21	1 485,3	1 092,9
Fournisseurs et autres créanciers	22	2 253,5	2 204,4
Dettes de location		23,0	24,4
Instruments financiers dérivés		4,3	6,2
Dettes d'impôt exigibles sur le résultat		76,3	73,8
Provisions		142,2	143,8
Passifs courants		8 873,0	8 345,7
Passifs de groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente		-	40,5
Total du passif		21 106,1	21 559,1
Total du passif et des capitaux propres		25 017,8	25 587,9

TABLEAU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Attribuable aux actionnaires de la Société											Total des capitaux propres
	Parts sociales	Primes d'émission	Autres capitaux propres	Réserve de conversion	Réserve de couverture	Gains/(pertes) actuariels Réserve	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat net	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	Participation ne donnant pas le contrôle	
Solde au 1er janvier 2019	606,2	367,0	(5,8)	(140,9)	(26,1)	(3,4)	9,4	2 271,6	555,6	3 633,7	34,2	3 667,9
Variation des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	(2,0)	-	-	-	-	(2,0)	-	(2,0)
Gains/(pertes) actuariels sur les engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0
Différences de conversion	0,0	-	-	16,0	-	-	-	0,0	0,0	16,0	(0,1)	15,9
Autres éléments du résultat global	0,0	-	-	16,0	(2,0)	0,0	-	0,0	0,0	14,0	(0,1)	13,9
Résultat net	-	-	-	-	-	-	-	-	280,7	280,7	3,3	283,9
Total du résultat global de l'exercice	0,0	-	-	16,0	(2,0)	0,0	-	0,0	280,7	294,7	3,2	297,8
Produits d'émissions d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition d'actions propres	-	-	(3,2)	-	-	-	-	-	-	(3,2)	-	(3,2)
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	1,1	-	-	1,1	-	1,1
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	(234,0)	-	(234,0)	(2,3)	(236,3)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat net	-	-	-	-	-	-	-	555,6	(555,6)	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2019	606,2	367,0	(9,0)	(124,9)	(28,1)	(3,3)	10,4	2 593,2	280,6	3 692,2	35,1	3 727,3
Variation des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	1,6	-	-	-	-	1,6	-	1,6
Gains/(pertes) actuariels sur les engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	-	-	-	-	-	(1,4)	-	-	-	(1,4)	-	(1,4)
Différences de conversion	(0,0)	0,0	-	15,9	-	-	-	(0,0)	(0,0)	15,9	(0,0)	15,8
Autres éléments du résultat global	(0,0)	0,0	-	15,9	1,6	(1,4)	-	(0,0)	(0,0)	16,0	(0,0)	16,0
Résultat net	-	-	-	-	-	-	-	-	283,5	283,5	3,6	287,1
Total du résultat global de l'exercice	(0,0)	0,0	-	15,9	1,6	(1,4)	-	(0,0)	283,5	299,6	3,6	303,1
Produits d'émissions d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	1,2	-	-	1,2	-	1,2
Émission d'actions propres pour les salariés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	(2,8)	(2,8)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	(0,0)	0,0
Affectation du résultat net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2019	606,2	367,0	(9,0)	(109,1)	(26,5)	(4,8)	11,6	2 593,2	564,2	3 992,9	35,9	4 028,8
Variation des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	(6,4)	-	-	-	-	(6,4)	-	(6,4)
Gains/(pertes) actuariels sur les engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0
Différences de conversion	(0,0)	-	-	(56,8)*	-	-	-	0,0	-	(56,8)	(0,3)	(57,2)
Autres éléments du résultat global	(0,0)	-	-	(56,8)	(6,4)	0,0	-	0,0	-	(63,2)	(0,3)	(63,5)
Résultat net	-	-	-	-	-	-	-	-	206,8	206,8	2,6	209,5
Total du résultat global de l'exercice	(0,0)	-	-	(56,8)	(6,4)	0,0	-	0,0	206,8	143,7	2,3	146,0
Produits d'émissions d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition d'actions propres	-	-	(4,4)	-	-	-	-	-	-	(4,4)	-	(4,4)
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	1,3	-	-	1,3	-	1,3
Émission d'actions propres pour les salariés	-	-	0,1	-	-	-	(0,1)	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	(253,9)	-	(253,9)	-	(253,9)
Variations de périmètre	0,0	-	-	-	-	-	-	(0,1)	-	(0,1)	(5,9)	(6,0)
Affectation du résultat net	-	-	-	-	-	-	-	564,2	(564,2)	0,0	0,0	0,0
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2020	606,2	367,0	(13,2)	(165,9)	(32,8)	(4,7)	12,7	2 903,4	206,8	3 879,5	32,2	3 911,7

*La dévaluation des monnaies suivantes a eu l'impact le plus important sur les réserves de conversion au cours du premier semestre 2020 : Livre Britannique (9,7 millions d'euros), Rouble Russe (21 millions d'euros), couronne tchèque (4,8 millions d'euros), Hryvnia Ukrainienne (4,5 millions d'euros)

TABLEAU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE CONDENSÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les six mois arrêtés au

(en millions d'euros)	Notes	2020	2019
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat avant impôt hors activités abandonnées		244,0	343,7
Résultat avant impôt des activités abandonnées	9	10,1	
Résultat avant impôt		254,1	
Ajustements :			
Flotte de location	15	1 933,8	1 801,0
Autres immobilisations corporelles et actifs de droit d'utilisation		23,8	21,8
Immobilisations incorporelles		6,7	5,7
Actifs financiers		-	-
Provision réglementée, provisions pour risques et charges		0,3	5,7
Dotation aux amortissements		1 964,6	1 834,1
(Profit)/perte sur la cession d'actifs financiers		-	0,0
(Profit)/perte sur la cession d'autres immobilisations corporelles		6,5	12,1
(Profit)/perte sur la cession d'immobilisations incorporelles		(0,0)	(0,0)
(Profit)/perte sur la cession de titres consolidés		-	-
(Profit)/perte sur la cession d'activités abandonnées	9	(10,1)	
Profit et pertes sur la cession d'actifs		(3,6)	12,1
Juste valeur des instruments financiers dérivés		(3,4)	7,3
Charges d'intérêts		150,9	136,4
Produits d'intérêts		(469,5)	(446,1)
Résultat financier net		(318,7)	(309,7)
Autres		0,6	0,2
Montants reçus pour la vente d'un parc véhicules de location	15	1 580,4	1 282,3
Montants payés pour l'acquisition d'un parc de véhicules de location	15	(3 269,5)	(3 807,3)
Variation du fonds de roulement		185,2	(154,7)
Intérêts versés		(224,7)	(115,6)
Intérêts reçus		477,3	454,7
Intérêts nets versés		252,6	339,0
Impôts payés		(53,5)	(27,7)
Trésorerie nette générée/(absorbée) par les activités opérationnelles		588,9	(480,6)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Produits de cession d'autres immobilisations corporelles		-	-
Acquisition d'autres immobilisations corporelles		(25,6)	(26,0)
Cessions d'immobilisations incorporelles		-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(7,1)	(7,6)
Produits de cession d'actifs financiers		-	0,1
Acquisition d'actifs financiers (titres non consolidés)		-	(79,3)
Effet du changement de structure du groupe		0,1	-
Produits de cession des activités abandonnées, net de la trésorerie cédée	9	14,1	
Dividendes reçus		(0,0)	0,0
Investissement à long terme		36,2	51,0
Prêts et créances sur des tiers		13,4	(119,7)
Autres investissements financiers		(14,7)	2,2
Trésorerie nette générée/(absorbée) par les activités d'investissement		16,3	(179,2)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Produit des emprunts auprès d'institutions financières		2 865,0	3 703,2
Remboursement d'emprunts auprès d'institutions financières		(2 484,2)	(2 682,1)
Produit de l'émission d'obligations		0,4	0,6
Remboursement des obligations émises		(400,1)	(131,4)
Paieement des dettes de location		(13,4)	(11,8)
Dividendes versés aux actionnaires de la Société	12	(253,9)	(234,0)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-	(2,3)
Augmentation/diminution du capital		-	-
Augmentation/diminution des actions propres		(4,4)	(3,2)
Autres		-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (activités poursuivies)		(290,6)	639,0
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (activités abandonnées)		-	-
Trésorerie nette générée/(absorbée) par les activités de financement		(290,6)	639,0
Gains/(pertes) de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(3,4)	0,7
Incidence des changements de méthodes comptables		-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		311,2	(20,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	18	(114,9)	(50,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	18	196,4	(71,0)

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS

NOTE 1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Avec plus de 1 765 000 véhicules gérés, ALD (« la Société ») et ses filiales (dénommées ensemble « le Groupe ») est une société de services de leasing et de gestion de flotte de véhicules. Le Groupe, présent dans 42 pays à travers le monde, fournit des solutions de financement et de gestion, notamment :

Service de leasing opérationnel : dans le cadre de ces contrats, les clients versent à la Société des paiements échelonnés mensuels pour couvrir le financement, l'amortissement du véhicule et le coût de différents services fournis au titre de l'utilisation du véhicule (tels que l'entretien, le remplacement, la gestion des pneumatiques, les cartes d'approvisionnement en carburant et l'assurance).

Gestion de flotte : les services de gestion de flotte correspondent à des contrats d'externalisation en vertu desquels un véhicule est détenu par le client, mais géré par le Groupe, le client effectuant des paiements au titre des différents services de gestion de flotte fournis. Ces services sont généralement identiques à ceux fournis dans le cadre des services de leasing opérationnel précités, exception faite des services de financement, car le véhicule est détenu par le client.

La Société est une société anonyme de droit français, détenue par le groupe Société Générale. Son siège social est situé à l'adresse suivante : 1-3 rue Eugène et Armand Peugeot Corosa, 92500 Rueil-Malmaison.

La Société est une filiale du groupe Société Générale (participation de 79,82 %).

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés sont présentés en millions d'euros, qui est la monnaie de présentation du Groupe ; les montants ont été arrondis au million le plus proche, sauf indication contraire. Dans certains cas, l'arrondi peut entraîner des écarts non significatifs entre les lignes et les colonnes de totaux.

Ces états financiers consolidés intermédiaires condensés pour les six mois arrêtés au 30 juin 2020 ont été approuvés par le Conseil d'administration d'ALD le 31 juillet 2020.

NOTE 2. PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'EXERCICE

2.1. PANDEMIE DE COVID-19

La pandémie du coronavirus 2019 (Covid-19) affecte les marchés économiques et financiers et tous les secteurs sont confrontés à de nombreux défis liés aux conditions économiques résultant des efforts déployés pour y faire face.

Elle a déclenché une profonde récession mondiale car les pays ont imposé, avec plus ou moins de rigueur, des politiques de distanciation sociale, y compris des fermetures à l'échelle de l'économie et des restrictions de déplacement afin de freiner la propagation du virus.

Il est difficile d'évaluer les coûts économiques liés à la Covid-19 au vu des nombreuses inconnues quant à la durée de maintien des politiques de distanciation sociale et à la manière dont les consommateurs et les entreprises s'adapteront à l'environnement post-pandémique.

Compte tenu de l'incertitude encore accrue, tant en ce qui concerne l'évolution à court terme de la crise sanitaire, les comportements des consommateurs et des entreprises et la réponse politique apportée, la direction du Groupe a actualisé les prévisions intermédiaires qui reposent sur un scénario de base et un scénario prolongé tenant compte des vérifications pays par pays. Le scénario de base table sur une réduction des interventions non pharmaceutiques résiduelles (NPI), telles que la limitation des déplacements et des regroupements de personnes, et sur une réponse politique plus vigoureuse, qui s'avère essentielle afin de booster la reprise en 2021. Le scénario prolongé suppose une levée progressive des NPI assortie d'éventuelles zones de restriction et le maintien de comportements de consommation prudents, ainsi qu'une réponse politique plus faible.

Il convient de souligner que les perspectives du Groupe sont fondées sur les informations actuellement disponibles. Ces dernières seront réexaminées si le contexte venait encore à se détériorer.

Étant donné l'incertitude entourant la Covid-19, le Groupe a continuellement suivi l'évolution de la situation et a soigneusement pris en compte les circonstances uniques associées et son exposition aux risques lorsqu'il a analysé la manière dont les événements récents ont affecté ses états financiers intermédiaires et les informations fournies dans plusieurs domaines clés :

Risque de crédit

Durant cette période sans précédent, il a été particulièrement difficile pour le Groupe d'estimer le degré de recouvrabilité des créances du fait de la plus grande concentration de clients susceptibles d'être confrontés à des difficultés financières ou de devenir insolvables. La direction a examiné avec attention les indicateurs laissant penser que certains clients du Groupe pouvaient connaître des difficultés financières, tels que des paiements plus tardifs que la normale ou des paiements partiels et a comptabilisé des pertes de valeur ou constitué des provisions réalistes en fonction des pertes attendues.

Les pertes de crédit attendues sont réévaluées à chaque date de clôture et reflètent toutes les informations raisonnables qui sont disponibles à ladite date. Outre les éventuels changements des conditions de crédit accordées à ses clients, compte tenu de l'évolution potentielle de leur profil de risque suite aux perturbations causées par l'épidémie de Covid-19, la direction a revu la matrice des provisions du Groupe qui est utilisée pour déterminer les pertes de crédit attendues, y compris la révision des taux de pertes attendues, et a évalué la possibilité de dépréciation ou d'annulation potentielle des créances. En raison de la grande volatilité des conditions économiques à venir, le Groupe a considéré différents facteurs et stress afin de déterminer les taux de perte.

Le Groupe applique la méthode simplifiée d'IFRS 9 pour évaluer les pertes de crédit attendues sur toute la durée de vie des créances saines. Ces pertes sont évaluées selon une matrice de provision pour les créances associées aux clients sains, comme indiqué ci-dessous. Les taux de défaillance (Probabilité de Défaut, ou PD) se basent sur les taux de défaillance observés sur la durée de vie des créances (la durée moyenne du contrat pour chaque entité). Des taux de PD sont calculés pour chaque entité. Ce processus a abouti à la définition d'un taux de PD pour chaque catégorie de créances échues. Les taux de PD ont ensuite été appliqués aux créances échues de la période d'arrêt pour établir la provision totale. La provision pour dépréciation finale est également ajustée de manière à tenir compte des pertes en cas de défaut (Loss Given Default, ou LGD) spécifiques à l'entité.

Compte tenu des perspectives économiques négatives et des éventuelles difficultés de trésorerie rencontrées par les clients dans le cadre de la pandémie de Covid-19, le Groupe a décidé d'adopter l'approche forward looking (composante prospective) car il anticipe un impact futur important. L'augmentation de la provision reflète la plus grande probabilité de défaillances des clients et l'ampleur plus importante des pertes en cas de défaillance. Le groupe a analysé son portefeuille de clients pour identifier les clients individuels ou les secteurs qui sont susceptibles d'être plus touchés par le Covid-19. Pour la majorité des pays, les secteurs du

commerce de détail, de la construction, de la location de voitures courte durée, du tourisme et de l'hôtellerie ont été identifiés comme étant plus affectés par la situation économique actuelle. En outre, les petites et moyennes entreprises, les partenariats et les clients privés ont été inclus dans ce portefeuille prospectif. Afin d'identifier ces clients, les filiales ont pris en compte le niveau des demandes de report de paiement et d'extension de contrat dans les premiers mois de l'épidémie, les changements dans le niveau de rejet de débit direct ainsi que la connaissance des économies locales spécifiques. En moyenne, 13 % du portefeuille total de clients a été identifié comme étant à risque. Pour ces clients, des simulations ont été réalisées afin de refléter divers impacts de stress qui peuvent être classés comme "léger, moyen ou sévère". Ces effets de stress ont été appliqués par l'ajout de complément aux taux de PD. La fourchette des taux de compléments appliqués était comprise entre 0 et 30 %, en fonction de l'environnement économique de chaque pays.

En outre, un stress global supplémentaire de 20 % a été appliqué au taux de PD pour tous les autres soldes clients sains. Le groupe a effectué une analyse pays par pays qui a conduit à une provision totale de 13,4 millions d'euros selon le scénario de base. Si le taux de complément le plus sévère avait été appliqué à tous les pays, la provision forward looking aurait été de 14,1 millions d'euros. Hors stress supplémentaire de 20 % de tous les autres soldes clients sains, la provision aurait été réduite de 2,2 millions d'euros ; une application d'un stress à 30 % aurait augmenté la provision de 0,8 million d'euros.

Le coût du risque au premier semestre de l'exercice en cours représente 46 points de base des actifs productifs moyens. La direction estime que le niveau actuel de la provision est adéquat.

Tous les paramètres de provision, y compris la pertinence des taux de complément ci-dessus, seront revus au cours du second semestre en fonction de l'évolution de la pandémie.

Pour information, l'impact global de la dernière crise financière en 2009 a été un coût du risque de 45 points de base des actifs productifs*.

* Ratio annualisé, en utilisant les charges de dépréciation des créances divisées par la moyenne arithmétique des actifs productifs au début et à la fin de la période.

Pertes de crédit attendues

Le tableau ci-dessous présente une analyse des créances situées dans et hors du périmètre de la méthode simplifiée de IFRS 9 pour les clients sains.

(en millions d'euros)	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Dans le périmètre IFRS 9	Hors périmètre IFRS 9	Total	Dans le périmètre IFRS 9	Hors périmètre IFRS 9	Total
Créances au titre des contrats de location-financement	778,9*	10,5**	789,4	846,8*	9,9**	856,6
Provision pour dépréciation des créances au titre des contrats de location-financement	(8,4)	(6,2)	(14,6)	(4,8)	(5,9)	(10,7)
Créances sur les établissements de crédit	-	18,9	18,9	-	32,3	32,3
Clients	607,0	432,7**	1 039,7	643,4	349,7**	993,1
Provision pour dépréciation des créances sur les clients	(26,0)	(140,8)	(166,8)	(15,5)	(121,1)	(136,6)
Total des créances	1 351,5	315,1	1 666,6	1 469,9	264,8	1 734,7

(*) Y compris le capital restant

(**) Ces montants représentent des créances douteuses et des créances non-location.

L'augmentation de la provision pour dépréciation des créances au titre des contrats de location-financement et des créances commerciales est due à la provision prospective (forward looking IFRS9) qui a été comptabilisée au cours du premier semestre de l'exercice.

Sur la base des créances relevant du périmètre, la provision pour pertes au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 a été déterminée comme suit, tant pour les créances clients que pour les créances liées aux contrats de location-financement :

Matrice de provision IFRS 9.2 d'ALD – 30 juin 2020

(en millions d'euros)	Non échu	Échus 0-30 jours	Échus 31-60 jours	Échus 61-90 jours	Echus >90 jours	Total
Taux de probabilité de défaut	1 %	4 %	9 %	11 %	19 %	
Montant brut des créances dans le périmètre IFRS 9	1 166,2	102,9	38,3	31,6	46,9	1 385,9
Provision	(13,8)	(4,4)	(3,6)	(3,5)	(9,0)	(34,4)
Montant net des créances dans le périmètre IFRS 9	1 152,4	98,5	34,7	28,1	37,9	1 351,5

Matrice de provision IFRS 9.2 d'ALD – 31 décembre 2019

(en millions d'euros)	Non échu	Échus 0-30 jours	Échus 31-60 jours	Échus 61-90 jours	Echus >90 jours	Total
Taux de probabilité de défaut	1 %	2 %	4 %	8 %	13 %	
Montant brut des créances dans le périmètre IFRS 9	1 248,7	134,4	52,8	15,6	38,5	1 490,1
Provision	(8,9)	(3,2)	(2,0)	(1,2)	(5,0)	(20,3)
Montant net des créances dans le périmètre IFRS 9	1 239,8	131,2	50,8	14,4	33,5	1 469,9

Reports de loyers

Au vu des effets de la pandémie de Covid-19, le Groupe a accordé à certains de ses clients des reports de paiement des loyers pour des montants facturés pouvant aller jusqu'à trois mois. Les entités du Groupe ont déterminé ces reports de paiement en fonction des faits et circonstances spécifiques à chaque client. Ils n'impliquent pas de modification au niveau de la portée ou de la contrepartie d'un bail. Les loyers sont reportés uniquement pendant la période de la pandémie de Covid-19 et sont ensuite augmentés proportionnellement, de sorte que le bail et la contrepartie y afférente ne sont pas modifiés. Si le preneur ne paie pas le montant dû au titre du contrat de location ou si le Groupe craint que le preneur ne soit pas en mesure de payer les montants dus au cours des périodes futures, alors le Groupe applique la norme IFRS 9 et les créances de location sont soumises à un test de dépréciation.

Risque lié à la valeur résiduelle

Le Groupe conserve généralement le risque de valeur résiduelle des véhicules loués et vend les véhicules restitués par les clients à la fin du contrat de location, générant un profit ou une perte sur la vente de ces véhicules.

Lors d'un exercice financier, le Groupe est exposé à une perte potentielle résultant (i) de la revente de véhicules liés à des contrats de location qui expirent au cours de la période et dont le prix de revente est

inférieur à leur valeur nette comptable et (ii) de dépréciations additionnelles enregistrées durant la période de location si la valeur résiduelle devient inférieure à la valeur résiduelle contractuelle. Les bénéfices liés aux ventes futures et les pertes estimées sont impactés par des facteurs externes comme les conditions macroéconomiques, les politiques gouvernementales, les réglementations fiscales et environnementales, les préférences des consommateurs, les prix des nouveaux véhicules, les évolutions technologiques, etc.

Si plusieurs pays entrent en récession simultanément du fait de la crise du Covid-19, la demande de véhicules d'occasion pourrait baisser et entraîner une baisse de la valeur de revente des véhicules. Le risque lié à la valeur résiduelle est atténué par la mise en place d'extensions de contrats avec les clients existants et le développement d'un produit de location flexible selon lequel les véhicules d'occasion sont réaffectés à de nouveaux contrats.

Le groupe a également procédé à une réévaluation de la flotte au cours du premier semestre 2020, pays par pays, afin d'identifier et de calculer l'impact éventuel des changements de la valeur résiduelle estimée des véhicules en location opérationnelle. Tout risque potentiel est prévu de manière prospective et comptabilisé sur la durée de vie restant à courir, puis libéré lors de la cession. Le groupe a envisagé différents scénarios dans toutes les régions avec un stress adapté par véhicule en fonction de la gravité de la pandémie et des marchés locaux de vente de véhicules d'occasion. Tous les scénarios de stress prévoient un impact négatif sur les prix de vente des véhicules d'occasion en 2020 et 2021.

Les résultats de ces réévaluations ont été revus au niveau central et, au 30 juin 2020, le groupe considère que le scénario de base, qui équivaut à un stress Covid-19 moyen de 500 euros par véhicule, est le plus probable, ce qui a entraîné une charge nette de 30 millions d'euros comptabilisée dans les coûts d'amortissement en résultat (30 juin 2019 : 11,3 millions d'euros de produit net).

Dépréciation du stock de véhicules d'occasion

Le groupe évalue ses stocks au plus faible de la valeur nette comptable et de la valeur nette de réalisation, la valeur nette de réalisation étant le prix de vente estimé moins les frais de vente variables applicables. La provision est calculée véhicule par véhicule.

Les restrictions de confinement ont entraîné divers problèmes logistiques et une réduction de l'activité de revente, ce qui a généré une augmentation des stocks de véhicules d'occasion à la fin du mois de juin 2020. Par conséquent, au cours du premier semestre 2020, le groupe a constitué une provision de 18,6 millions d'euros pour le stock de véhicules d'occasion afin d'anticiper un processus de vente plus long et une éventuelle réduction des prix (reprise de 2,3 millions d'euros au 30 juin 2019).

Risque de liquidité

Le groupe ALD est exposé au risque de liquidité, qui consiste à ne pas pouvoir s'acquitter de ses engagements financiers lorsqu'ils deviennent exigibles et à un prix raisonnable. Une position de liquidité structurelle découle des échéances de toutes les positions en cours inscrites au bilan ou hors bilan selon leur profil de liquidité.

Le risque de ne pas trouver de financement en quantité ou à un prix satisfaisant augmente du fait des tensions sur les marchés financiers engendrées par la crise du Covid-19. Cependant, le Groupe est toujours soutenu par la Société Générale pour le financement de son développement.

Le groupe ALD limite son exposition au risque de liquidité en finançant l'actif sous-jacent par un instrument ayant une échéance similaire à celle du contrat de location correspondant. L'écart de liquidité résiduel de chaque entité est évalué chaque mois, en vérifiant si la liquidation de l'actif loué correspond au passif résiduel. Tout écart par rapport au seuil de sensibilité est corrigé sous la supervision de la Trésorerie centrale du Groupe.

Les accords de financement ont été régulièrement analysés par le Groupe et il n'y a pas eu d'impact important sur l'évaluation du risque de liquidité.

Continuité de l'activité

La direction a évalué de manière constante l'ensemble des informations disponibles au regard des années à venir et examiné les différentes conséquences pouvant découler des événements et de l'évolution de la situation. Les prévisions pour 2020 et les années suivantes ont été largement revues, par exemple au niveau du chiffre d'affaires, des marges et de l'évolution du fonds de roulement, afin d'étayer l'évaluation de la direction dans l'environnement actuel. La direction a également évalué l'impact que les événements et conditions actuels et futurs pourraient avoir sur les activités du Groupe en envisageant différentes issues possibles et en appliquant des scénarios à la baisse (par exemple, des fermetures). Il en résulte que le Groupe dispose de liquidités suffisantes pour continuer à remplir ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance et que la continuité de l'exploitation n'a pas été affectée par la pandémie de Covid-19.

2.2. VENTE D'UNE FILIALE EN CHINE

En 2019, ALD a conclu un accord afin de vendre sa participation de 50 % dans ALD Fortune Auto Leasing & Renting (Shanghai) Co. Ltd. en Chine. Cette vente est intervenue en même temps que la cession de la participation de 50 % détenue par son partenaire dans la coentreprise. Le contrat relatif aux droits de propriété a été signé le 16 décembre 2019 et le closing de la transaction s'est tenu le 28 février 2020.

Cette filiale répond aux critères d'une activité abandonnée et les détails inhérents à sa vente sont présentés dans la Note 9.

NOTE 3. BASE DE PRÉPARATION ET CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

3.1. BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe pour les six mois arrêtés au 30 juin 2020 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Ces états financiers consolidés intermédiaires condensés ont été préparés conformément à la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire », sur la base des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la Note 2 des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés n'intégrant pas l'ensemble des informations inhérentes aux états financiers annuels telles que requises en vertu des normes IFRS, ils doivent être lus en parallèle des états financiers consolidés et des notes y associées se rapportant à l'exercice clos le 31 décembre 2019.

La présentation du tableau consolidé des flux de trésorerie a été modifiée pour tenir compte du nouveau format qui reflète la vente des activités abandonnées. Les bénéfices avant impôts des activités poursuivies et abandonnées ont été utilisés pour le rapprochement avec la trésorerie générée par les activités d'exploitation. L'effet de la plus-value de cession de l'activité abandonnée a été retiré du résultat avant impôt des activités abandonnées et le produit généré par la vente de l'activité abandonnée (net de la trésorerie cédée) a été présenté dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement.

3.2. NOUVELLES NORMES, NORMES MODIFIÉES ET INTERPRÉTATIONS APPLICABLES À COMPTER DU 1ER JANVIER 2020

Les méthodes comptables adoptées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires condensés sont cohérentes avec celles utilisées lors de la préparation des états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, à l'exception de l'adoption de nouvelles normes en vigueur à partir du 1er janvier 2020. Le Groupe n'a adopté de manière anticipée aucune norme, interprétation ou amendement qui a été publié mais n'est pas encore entré en vigueur.

Plusieurs amendements et interprétations s'appliquent pour la première fois en 2020 mais n'ont pas d'impact sur les états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe.

Normes comptables, amendements ou interprétations	Notes	Dates d'adoption par L'Union européenne
Amendements à IFRS 3 : Définition d'une entreprise	3.2.1	1er janvier 2020
Amendements à IFRS 7, IFRS 9 et IAS 39 : Réforme des taux d'intérêt de référence	3.2.2	1er janvier 2020
Amendements à IAS 1 et IAS 8: Définition du terme « significatif »	3.2.3	1er janvier 2020
Cadre conceptuel de l'information financière publié le 29 mars 2018	3.2.4	1er janvier 2020
Amendements à IFRS 16 « Contrats de location » – Concessions de loyers Covid-19	3.2.5	1er juin 2020

3.2.1. Amendements à IFRS 3 : Définition d'une entreprise

L'amendement à IFRS 3 précise que pour être considéré comme une entreprise, un ensemble intégré d'activités et d'actifs doit, au minimum, inclure un intrant et un processus substantif qui, ensemble, contribuent significativement à créer un extrant. En outre, il précise qu'une activité peut exister sans inclure tous les intrants et processus nécessaires à la création d'extrants. Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe, mais peut avoir une incidence sur les périodes futures si le Groupe conclut des regroupements d'entreprises.

3.2.2. Amendements à IFRS 7, IFRS 9 et IAS 39 : Réforme des taux d'intérêt de référence

Les amendements à IFRS 9 et à IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation prévoient un certain nombre d'allègements, qui s'appliquent à toutes les relations de couverture directement touchées par la réforme des taux d'intérêt de référence. Une relation de couverture est affectée si la réforme donne lieu à des incertitudes quant au calendrier et/ou au montant des flux de trésorerie de référence de l'élément couvert ou de l'instrument de couverture. Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe car il n'a pas de relations de couverture de taux d'intérêt.

3.2.3. Amendements à IAS 1 et IAS 8: Définition du terme « significatif »

Les amendements définissent le terme significatif comme suit : « une information présente un caractère significatif (c'est-à-dire qu'elle revêt relativement de l'importance) si on peut raisonnablement s'attendre à ce que son omission, son inexactitude ou son obscurcissement influence les décisions que les principaux utilisateurs des états financiers à usage général prennent en se fondant sur l'information financière que fournissent ces états financiers au sujet d'une entité présentant des états financiers ».

Les amendements précisent que l'importance relative dépendra de la nature ou de l'ampleur des informations, soit individuellement, soit en combinaison avec d'autres informations, dans le contexte des

états financiers. Une information est considérée comme erronée si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle influence les décisions prises par les principaux utilisateurs. Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe et ne devraient pas en avoir à l'avenir.

3.2.4. Cadre conceptuel de l'information financière publié le 29 mars 2018

Le cadre conceptuel n'est pas une norme et aucun des concepts qu'il contient n'a priorité sur les concepts ou les exigences d'une norme quelconque. L'objectif du cadre conceptuel est d'aider IASB à élaborer des normes, de permettre aux préparateurs de définir des méthodes comptables cohérentes lorsqu'aucune norme applicable n'est en place et de faciliter la compréhension et l'interprétation des normes par l'ensemble des parties. Le cadre conceptuel révisé comprend quelques nouveaux concepts, fournit des définitions et des critères de reconnaissance actualisés pour les actifs et les passifs et clarifie certains concepts importants.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe.

3.2.5. Amendements à IFRS 16 « Contrats de location » – Concessions de loyers Covid-19

Du point de vue du preneur

IASB a publié des amendements à la norme IFRS 16 (les amendements) afin de faciliter la prise en compte par les locataires des concessions de loyers. L'amendement a été adopté par le Groupe à compter du 1er juin 2020.

Selon les exigences précédentes de la norme, les locataires évaluent si les concessions de loyer constituent des modifications de bail et, si c'est le cas, appliquent les directives spécifiques sur la comptabilisation des modifications de bail. Cela implique généralement de réévaluer les dettes de location en utilisant les paiements de location révisés et un taux d'actualisation modifié.

Compte tenu des effets de la pandémie de Covid-19 et du fait que de nombreux locataires appliquent la norme pour la première fois dans leurs états financiers, la Commission a prévu une solution pratique facultative pour les locataires.

Aux termes de cette solution, les locataires ne sont pas tenus d'évaluer si les concessions de loyer admissibles constituent des modifications de bail. Ils sont, en revanche, autorisés à les comptabiliser comme s'il ne s'agissait pas de modifications de bail.

Les concessions de loyer sont éligibles à la solution pratique si elles découlent directement de la pandémie de Covid-19 et si tous les critères suivants sont remplis :

- la modification des paiements de location entraîne une révision de la contrepartie du bail qui est sensiblement identique ou inférieure à la contrepartie du bail précédant immédiatement la modification ;
- toute réduction des paiements de location ne concerne que les paiements initialement dus au plus tard le 30 juin 2021 ; et
- il n'y a pas de changement substantiel aux autres termes et conditions du bail.

Le Groupe a appliqué la solution pratique pour les concessions de loyer qui répondent aux critères ci-dessus en décomptabilisant une partie des dettes locatives et en comptabilisant un paiement variable négatif au titre de la location dans le résultat. L'actif du droit d'utilisation continue d'être amorti sans aucun changement et l'intérêt sur les dettes locatives est comptabilisé au taux d'emprunt marginal inchangé.

Une modification dans la portée ou la contrepartie d'un bail, qui ne faisait pas partie des termes et conditions d'origine, répond à la norme de modification d'un contrat de location et le Groupe continue à appliquer IFRS 16 afin de comptabiliser ces modifications.

Le Groupe a évalué que les impacts de toutes les concessions de loyer au 30 juin 2020 ne présentent pas de montants significatifs dans aucune de ses filiales.

Du point de vue du bailleur

Les amendements ne prévoient pas de solution pratique pour les bailleurs. Ces derniers doivent toujours déterminer si une concession de loyer constitue une modification du bail. Si un bailleur conclut qu'une concession de loyer est une modification du bail, alors il applique les directives spécifiques de la norme sur la comptabilisation des modifications des contrats de location-financement et de location simple. Le Groupe applique déjà à la norme concernant les modifications des contrats de location et aucune modification n'est requise dans les états financiers.

3.3. CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE À VENIR

IASB publie des normes, des amendements et des interprétations comptables, dont certains n'ont pas été adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2020. Ils doivent être appliqués à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2021 au plus tôt ou à la date de leur adoption par l'Union européenne. Par conséquent, ils n'ont pas été appliqués par le Groupe au 30 juin 2020.

IFRS 17 Contrats d'assurance

Publiés par IASB le 18 mai 2017

À appliquer à compter du 1er janvier 2021

Cette nouvelle norme remplacera la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » qui a été publiée en 2004 et qui permet actuellement aux entités de faire valoir les exigences nationales pour la comptabilisation des contrats d'assurance.

IFRS 17 prévoit de nouvelles règles de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux contrats d'assurance qui entrent dans son champ d'application (contrats d'assurance émis, contrats de réassurance détenus et contrats de placement émis avec participation discrétionnaire). Les provisions de souscription actuellement comptabilisées au passif du bilan seront remplacées par une évaluation en valeur actuelle des contrats d'assurance.

Le modèle général prévu pour l'évaluation des contrats d'assurance dans le cadre du bilan reposera sur une approche modulaire : une estimation actuelle des flux de trésorerie futurs, un ajustement des risques et une marge sur les services contractuels.

Les marges positives sur les services contractuels seront comptabilisées en produits sur la durée des prestations d'assurance, tandis que les marges négatives seront immédiatement comptabilisées en charges, dès que le contrat d'assurance sera identifié comme déficitaire.

Le modèle général sera le modèle de mesure par défaut pour tous les contrats d'assurance.

Toutefois, IFRS 17 prévoit également un modèle alternatif obligatoire pour les contrats d'assurance avec participation directe. Selon ce modèle, baptisé « approche de commission variable » (variable fee approach, ou VFA), l'évaluation du passif des contrats d'assurance doit tenir compte de l'obligation de verser aux titulaires d'assurance une part substantielle du rendement à la juste valeur des éléments sous-jacents, moins une commission pour les services futurs fournis par le contrat d'assurance (les variations de la juste valeur

des éléments sous-jacents imputables aux titulaires sont alors enregistrées en tant qu'ajustements de la marge des prestations contractuelles).

Une évaluation simplifiée (approche d'affectation des primes) est également acceptée par la norme pour les contrats à court terme (12 mois ou moins) et les contrats pour lesquels le résultat de l'approche d'affectation des primes est proche de celui de l'approche générale.

Ces modèles d'évaluation devront être appliqués à des portefeuilles de contrats d'assurance homogènes. Le niveau d'agrégation de ces portefeuilles sera évalué en tenant compte :

- des contrats qui sont soumis à des risques similaires et qui sont gérés ensemble ;
- de l'année au cours de laquelle les contrats sont émis ; et
- lors de la comptabilisation initiale, des contrats déficitaires, des contrats qui ont peu de chance de devenir déficitaires par la suite et des autres contrats.

Le Groupe évalue actuellement l'impact de IFRS 17 et rendra ses conclusions sur l'importance de l'impact ultérieurement.

NOTE 4. ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires condensés exige que la direction du Groupe et de ses filiales utilisent certaines estimations et hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur la valeur comptable des actifs, passifs et passifs éventuels à la date de clôture et sur les postes de produits et charges de la période.

La majorité des estimations et hypothèses, qui reposent sur l'expérience historique et d'autres facteurs jugés raisonnables dans un tel contexte, permettent d'évaluer la valeur comptable des actifs et des passifs. Les résultats réels peuvent différer sensiblement de ces estimations si d'autres hypothèses ou circonstances s'appliquent.

Lors de la préparation de ces états financiers consolidés intermédiaires condensés, les jugements importants portés par la direction dans l'application des méthodes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitude liées aux estimations étaient en grande partie les mêmes que ceux qui s'appliquaient aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Cependant, du fait de l'incertitude liée à la nature sans précédent de la pandémie de Covid-19, le Groupe s'est continuellement attaché à sélectionner des hypothèses appropriées et à élaborer des estimations fiables qui sous-tendent les diverses conclusions comptables. Les principales hypothèses et estimations qui ont été révisées de façon approfondie sont celles concernant les pertes de crédit attendues et la gestion du risque de valeur résiduelle. Veuillez-vous reporter à la Note 2.1 Pandémie de Covid-19 pour plus de détails.

NOTE 5. TAUX DE CHANGE

Pour les six mois arrêtés au 30 juin 2020, les bilans, comptes de résultat et tableaux des flux de trésorerie de certaines filiales dont la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de présentation utilisée dans les comptes d'ALD ont été convertis (i) au taux de change en vigueur au 30 juin 2020 pour le bilan et (ii) au taux de change moyen pour la période clôturée au 30 juin 2020 pour le compte de résultat, l'état du résultat global et le tableau des flux de trésorerie, sauf en cas de fluctuations importantes des taux de change. Les écarts de conversion ont été comptabilisés dans les capitaux propres.

Les principaux taux de change utilisés dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour les six mois arrêtés au 30 juin 2020 et pour les six mois arrêtés au 30 juin 2019 sont basés sur les taux de change en vigueur à la Bourse de Paris, à savoir :

	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Taux de clôture	Taux de moyen	Taux de clôture	Taux de moyen
EUR/Livre sterling :	0,9124	0,8743	0,8508	0,8736
Euro/Couronne danoise :	7,4526	7,4648	7,4715	7,4650
Euro/Couronne suédoise :	10,4948	10,6610	10,4468	10,5187
Euro/Rouble russe	79,6300	76,6825	69,9563	73,7215
Euro/Couronne tchèque	26,7400	26,3423	25,408	25,6837
Euro/Real brésilien	6,1118	5,4169	4,5157	4,3407
Euro/Hryvnia ukrainienne	29,9100	28,9880	26,68935	30,4053

NOTE 6. SAISONNALITÉ ET CARACTÈRE CYCLIQUE DE L'ACTIVITÉ

Comme le Groupe loue des actifs à ses clients pour des durées qui varient normalement entre trois et quatre ans, l'impact de la saisonnalité et du caractère cyclique est relativement limité.

NOTE 7. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

De par ses activités, le Groupe est exposé à différents risques : le risque de crédit, le risque lié aux actifs, le risque de dommage et le risque de trésorerie (y compris le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque lié au taux de change).

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés n'incluent pas toutes les politiques et informations de gestion des risques financiers et les détails requis dans les états financiers annuels ; ils doivent être lus en parallèle des états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les expositions aux risques financiers associés à la pandémie de Covid-19 et leur gestion sont expliquées en détail à la Note 2.1.

NOTE 8. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Conseil d'administration approuve les décisions prises par le Comité exécutif du Groupe qui est le principal organe de décision (composé du Directeur général du Groupe, des Directeurs généraux adjoints, du Directeur financier, du Directeur administratif, du Directeur des opérations, des Directeurs régionaux du Groupe et du Directeur des ressources humaines du Groupe)⁷.

La direction examine les performances des segments géographiques suivants : Europe de l'Ouest, Europe centrale et de l'Est, Europe du Nord et Amérique du Sud, Afrique, Asie et Reste du monde.

Aucun changement n'est intervenu dans la segmentation au cours des six premiers mois de l'année 2020.

Le Comité exécutif du Groupe évalue la performance des secteurs opérationnels sur la base d'un indicateur du chiffre d'affaires et du résultat avant impôt tels que présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés. Il s'assure également qu'aucun client ne représente individuellement plus de 10 % du total du chiffre d'affaires.

⁷ CEO : Directeur général ; CFO : Directeur financier et CAO : Directeur administratif ; CCO : Directeur commercial

Chiffre d'affaires et résultat avant impôt

Les ventes entre secteurs sont réalisées dans des conditions de concurrence normales. Le chiffre d'affaires réalisé en externe communiqué au Conseil d'administration est évalué de la même manière que celui inscrit dans les états financiers.

(en millions d'euros)	Six mois arrêtés au 30 juin 2020		Six mois arrêtés au 30 juin 2019	
	Résultat avant impôt	Produits provenant de clients externes	Résultat avant impôt	Produits provenant de clients externes
Europe de l'Ouest	135,1	3 557,1	240,5	3 614,7
Pays nordiques	32,7	463,0	41,1	442,9
Europe continentale et de l'Est	60,0	501,3	45,5	475,4
Amérique latine, Afrique, Asie et Reste du monde	16,3	177,3	16,5	215,4
TOTAL	244,0	4 698,7	343,7	4 748,4

Il n'y a pas eu de revenus intersectoriels au 30 juin 2020.

(en millions d'euros)	Six mois arrêtés au 30 juin 2020	Six mois arrêtés au 30 juin 2019
	Produits provenant de clients externes	Produits provenant de clients externes
Revenus des contrats de location	2 280,9	2 205,9
Chiffre d'affaires - services	1 062,3	1 051,1
Produits de la vente de véhicules	1 355,5	1 491,3
TOTAL	4 698,7	4 748,4

Autres informations

30 juin 2020			
(en millions d'euros)	Flotte de location*	Total de l'actif	Endettement net**
Europe de l'Ouest	15 522,0	20 259,0	15 625,5
Pays nordiques	1 779,1	1 983,3	46,4
Europe continentale et de l'Est	1 807,4	1 959,9	1 243,4
Amérique latine, Afrique, Asie et Reste du monde	596,8	815,6	663,6
TOTAL	19 705,3	25 017,8	17 578,9

* La Flotte de location s'entend hors Créances au titre des contrats de location-financement. Cf. Note 17 pour plus de détails.

** L'endettement net est défini comme la somme des emprunts auprès d'institutions financières (courants et non courants), diminuée du montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, tels que présentés dans le bilan consolidé du Groupe.

31 décembre 2019			
(en millions d'euros)	Flotte de location*	Total de l'actif	Endettement net **
Europe de l'Ouest	15 870,6	20 547,9	16 027,1
Europe du Nord	1 811,2	1 999,8	70,9
Europe continentale et de l'Est	1 928,6	2 109,3	1 412,6
Amérique du Sud, Afrique et Asie	755,5	930,9	764,6
TOTAL	20 365,8	25 587,8	18 275,2

* La Flotte de location s'entend hors Créances au titre des contrats de location-financement. Cf. Note 17 pour plus de détails.

** L'endettement net est défini comme la somme des emprunts auprès d'institutions financières (courants et non courants), diminuée du montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, tels que présentés dans le bilan consolidé du Groupe.

*** Les soldes comprennent les actifs/passifs du groupe destiné à être cédé classés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2019

Le tableau ci-après présente la répartition par pays des produits annuels provenant de clients externes et de la flotte de location supérieurs à 500 millions d'euros :

Produits provenant de clients externes par entité (en millions d'euros)

	Six mois arrêtés au 30 juin 2020	Six mois arrêtés au 30 juin 2019	30 juin 2020	31 décembre 2019
	Produits provenant de clients externes (en millions d'euros)	Produits provenant de clients externes (en millions d'euros)	Flotte de location (en millions d'euros)	Flotte de location (en millions d'euros)*
dont France	934,6	1 012,1	4 500,3	4 571,5
Italie	710,0	774,8	2 646,6	2 824,8
Royaume-Uni	451,0	481,0	1 691,0	1 875,5
Allemagne	377,4	331,7	1 657,7	1 535,1
Pays-Bas	322,3	230,9	1 324,3	1 343,9
Espagne	313,1	337,7	1 687,5	1 711,2
Belgique	279,6	283,2	1 258,2	1 243,9
Autres pays	1 310,7	1 296,9	4 939,7	5 259,9
	4 698,7	4 748,4	19 705,3	20 365,8

* Y compris la flotte de location du groupe destiné à être cédé classée comme détenue en vue de la vente

NOTE 9. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2020, à l'exception de deux sociétés qui ont été mises en équivalence, toutes les autres étaient consolidées par intégration globale. Les variations du périmètre de consolidation par rapport au mois de décembre 2019 sont présentées ci-après :

Activité abandonnée – ALD Fortune Auto Leasing & Renting (Shanghai) Co. Ltd.

Le 28 février 2020, ALD a vendu sa participation de 50 % dans ALD Fortune Auto Leasing & Renting (Shanghai) Co. Ltd. en Chine. Cette vente est intervenue en même temps que la cession de la participation de 50 % détenue par son partenaire dans la coentreprise. L'entité a été déconsolidée des états financiers du Groupe à compter du 1er janvier 2020.

Les informations financières relatives à l'activité abandonnée sont détaillées ci-dessous.

(en millions d'euros)

Contrepartie de cession reçue (trésorerie)	16,0
Valeur comptable des actifs nets vendus	(5,3)
Plus-value de cession avant impôt et reclassement de la réserve de conversion de devises étrangères	10,7
Reclassement de la réserve de conversion de devises étrangères	(0,6)
Impôt sur la plus-value	(0,1)
Plus-value de cession après impôt	10,0
Les flux de trésorerie nets générés par la vente de la filiale sont les suivants :	
Trésorerie reçue de la vente des activités abandonnées	16,0
Trésorerie cédée dans le cadre des activités abandonnées	(1,9)
Flux net de trésorerie à la date de cession	14,1
Résultat par action de base issu des activités abandonnées (en cents)	0,02
Résultat dilué par action issu des activités abandonnées (en cents)	0,02

NOTE 10. CHIFFRE D'AFFAIRES ET COÛT DES VENTES

10a. Marge des contrats de location

(en millions d'euros)	Six mois arrêtés au 30 juin	
	2020	2019
Revenus des contrats de location simple	2 205,2	2 142,7
Intérêts issus des locations-financement	67,8	55,7
Autres produits d'intérêts	7,8	7,6
Revenus des contrats de location	2 280,9	2 205,9
Coûts des contrats de location – Dépréciations	(1 835,8)	(1 744,1)
Coûts des contrats de location - Financement :		
Charges d'intérêts sur les emprunts auprès d'institutions financières	(133,1)	(119,2)
Charges d'intérêts sur les émissions obligataires	(7,1)	(6,2)
Autres charges d'intérêts	(10,7)	(11,0)
Total des charges d'intérêts	(150,9)	(136,4)
Coûts des contrats de location - Dépréciations et financement	(1 986,7)	(1 880,5)
Instruments dérivés de transaction	3,3	(6,7)
Instruments dérivés – partie inefficace des couvertures de juste valeur	-	-
Instruments dérivés – partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie	0,0	(0,6)
Gains/pertes latents sur instruments financiers dérivés	3,3	(7,3)
Gains ou pertes de change latents	(2,0)	12,2
Total des gains/pertes latents sur instruments financiers dérivés	1,3	4,9
Marge des contrats de location	295,5	330,3

Les « Autres produits d'intérêts » correspondent aux produits reçus au titre des instruments financiers et des dépôts liquides auprès de contreparties.

La rubrique « Coûts des contrats de location – Dépréciations » se compose des coûts d'amortissement réguliers et comprend également la variation de la provision pour amortissement comptabilisée par chaque entité à l'issue du processus de réévaluation de la flotte. L'impact net de ce provisionnement est inclus dans le coût d'amortissement. Pour les six premiers mois de l'exercice 2020, cet impact représente un coût net de 30 millions d'euros (30 juin 2019 : 11,3 millions d'euros de revenu net). Cf. Note 2.1 Pandémie de Covid-19 pour plus de détails.

10b. Marge sur les services (activités de location et rétention du risque de sinistre lié aux services de location)

(en millions d'euros)	Six mois arrêtés au 30 juin	
	2020	2019
Chiffre d'affaires – services	1 062,3	1 051,1
Coût des ventes – services	(741,9)	(743,5)
Marge des services	320,4	307,6

Les produits et les charges englobent les différentes composantes des versements échelonnés au titre des contrats de location, telles que l'entretien et les pneumatiques, la rétention du risque de sinistre et les véhicules de remplacement.

10c. Résultat de la vente de véhicules

(en millions d'euros)	Six mois arrêtés au 30 juin	
	2020	2019
Produits de la vente de véhicules	1 355,5	1 491,3
Coût de revient des véhicules vendus	(1 367,1)	(1 447,9)
Résultat de la vente de véhicules	(11,6)	43,4

10d. Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après récapitule les revenus inclus dans les marges analysées aux sections 10a, 10b et 10c. Ils sont ventilés entre « Revenus des activités de location » et « Produits de la vente de véhicules » à la fin des contrats de location.

(en millions d'euros)	Six mois arrêtés au 30 juin	
	2020	2019
Chiffre d'affaires – services	1 062,3	1 051,1
Revenus des contrats de location simple	2 205,2	2 142,7
Produits d'intérêts	75,6	63,3
Revenus des contrats de location	2 280,9	2 205,9
Sous-total – Revenus des activités de location	3 343,2	3 257,1
Produits de la vente de véhicules	1 355,5	1 491,3
Total des revenus	4 698,7	4 748,4
Total des revenus hors produits d'intérêts	4 229,1	4 302,3

NOTE 11. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Impôt sur le résultat

(en millions d'euros)	Six mois arrêtés au 30 juin 2020	Six mois arrêtés au 30 juin 2019
Impôt exigible	(18,4)	4,9
Impôt différé	(26,1)	(64,7)
Impôt sur le résultat	(44,6)	(59,7)

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée sur la base du taux d'imposition qui serait applicable au résultat annuel total attendu. Le taux d'imposition annuel moyen effectif qui devrait être utilisé pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 est de 18,26 % (17,62 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2019).

En raison des difficultés actuelles causées par la Covid-19, le Groupe a examiné l'effet des modifications des projections et de la probabilité des bénéfices imposables futurs sur la comptabilisation et le recouvrement ultérieur des actifs d'impôt différé. Aucun indicateur ne permet de penser que la disponibilité des écarts temporaires imposables admissibles, ainsi que les bénéfices imposables futurs, ont été affectés et que les actifs d'impôt différé ne seront pas recouvrables à l'avenir.

Les filiales du Groupe suivent localement l'évolution de la loi relative à l'impôt sur le revenu votée dans le cadre des mesures prises par le gouvernement en réponse à la Covid-19, notamment les allègements fiscaux pour certains types de revenus, des déductions fiscales supplémentaires, un taux d'imposition réduit ou une période prolongée pour utiliser les pertes fiscalement déductibles. Au 30 juin 2020, aucun changement substantiel susceptible d'avoir un impact majeur sur les déclarations du Groupe n'a été adopté.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2020, le Groupe a enregistré un bénéfice de 21,7 millions d'euros suite à l'introduction en Italie de la Loi de stabilité budgétaire 2016 et 2017, qui accorde un avantage fiscal afin d'encourager l'achat de nouvelles immobilisations corporelles. Cet avantage permet une augmentation supplémentaire de 40 % des amortissements, qui peut être déduite de la base imposable et n'est accessible qu'aux entreprises qui perçoivent des revenus et non aux particuliers.

Axus Italiana Sarl (Italie) avait rejoint le groupe d'intégration fiscale de Société Générale en Italie en 2016. Ce régime permet de déterminer une base imposable IRES unique comprenant le revenu imposable et les pertes de chacune des entités participantes. Le paiement de l'allègement de groupe est égal à l'avantage fiscal et les montants sont inclus dans l'impôt exigible. Au mois de juin 2019, un reclassement a été opéré entre impôt

exigible et impôt différé sur le résultat pour un montant de 56,5 millions d'euros en vertu de l'allègement de groupe (group relief), ce qui a donné lieu au transfert des pertes fiscales enregistrées en Italie vers une autre entité fiscale du Groupe. Aucun reclassement n'est requis en 2020 et l'avantage fiscal est comptabilisé dans l'impôt exigible.

NOTE 12. DIVIDENDES

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, un dividende d'un montant de 253,9 millions d'euros (soit 0,63 euro par action) a été versé aux actionnaires ALD le 3 juin 2020, dont un dividende de 202,7 millions d'euros versé à la Société Générale (un dividende de 234 millions d'euros a été versé aux actionnaires ALD le 31 mai 2019, dont 187 millions d'euros au profit de la Société Générale, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018).

NOTE 13. TOTAL DES CHARGES OPÉRATIONNELLE,

	Six mois arrêtés au 30 juin 2020	Six mois arrêtés au 30 juin 2019
(en millions d'euros)		
Charges de personnel	(203,3)	(202,4)
Frais généraux et charges administratives	(82,0)	(88,2)
Dotation aux amortissements	(28,1)	(26,2)
Total des charges opérationnelles	(313,4)	(316,7)

Malgré un environnement économique difficile causé par la pandémie de Covid-19, le Groupe n'a mis en œuvre aucun plan de restructuration ou de réduction temporaire de ses activités.

NOTE 14. ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation chaque année ou plus fréquemment, si des événements ou l'évolution des circonstances indiquent une dépréciation éventuelle. La valeur comptable de l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur recouvrable, qui correspond à la valeur d'utilité ou à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, si celle-ci est supérieure à la valeur d'utilité. Toute perte de valeur est immédiatement comptabilisée en charges, et n'est pas reprise ultérieurement.

Aux fins du test de dépréciation, l'écart d'acquisition acquis lors d'un regroupement d'entreprises est affecté à chaque unité génératrice de trésorerie ou groupe d'unités génératrices de trésorerie, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque unité ou groupe d'unités auquel l'écart d'acquisition est affecté représente le niveau le plus bas auquel l'écart d'acquisition est suivi pour des besoins de gestion interne.

Le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est calculé selon la méthode la plus appropriée, généralement l'actualisation des flux de trésorerie.

Les flux de trésorerie ont été projetés sur les résultats financiers réels et sur les plans d'activité à cinq ans. La Direction a évalué et approuvé le caractère raisonnable des hypothèses retenues en examinant l'origine des différences entre les projections de flux de trésorerie passées et les flux de trésorerie réels.

Un taux d'actualisation a été appliqué, calculé à partir d'un taux d'intérêt sans risque et d'une prime de risque du marché multipliée par un coefficient bêta spécifique au marché.

Du fait de la réduction potentielle de la demande de services de location et de gestion de flotte dans le monde et d'autres incertitudes concernant la valeur de revente des véhicules, le Groupe a effectué un test de dépréciation au 30 juin 2020 sur les 7 unités génératrices de trésorerie susceptibles d'être les plus touchées par la pandémie de Covid-19. Cela représente 88 % de l'écart d'acquisition total.

Le Groupe a ébauché divers scénarios « de stress » pour les projections de trésorerie future. Le scénario le plus défavorable présente les tensions suivantes :

- 10 % de réduction des prévisions d'accroissement de la flotte en 2020 et 2021
- 10 % de réduction du produit de la vente de véhicules d'occasion en 2020 et 2021

Historiquement, la plus forte réduction du produit des ventes par véhicule a été enregistrée pendant la crise financière de 2009 (un peu plus de 7 % par rapport aux niveaux d'avant la crise).

Sur la base des hypothèses retenues par le Groupe, même avec ces scénarios particulièrement défavorables, aucune dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été identifiée.

Les principales hypothèses utilisées pour les calculs de la valeur d'utilité en 2020 et 2019 sont les suivantes :

	Facteur d'actualisation au 30 juin 2020	Facteur d'actualisation au 31 décembre 2019	Taux à l'infini (2020 et 2019)
dont France	9,10 %	9,20 %	2,00 %
Allemagne	9,80 %	9,20 %	2,00 %
Italie	9,10 %	9,20 %	2,00 %
Espagne	9,10 %	9,20 %	2,00 %
Royaume-Uni	9,10 %	9,20 %	2,00 %
Irlande	10,01 %	9,20 %	2,00 %
Benelux	9,10 %	9,20 %	2,00 %

NOTE 15. FLOTTE DE LOCATION

(en millions d'euros)

	Flotte de location
Au 1er janvier 2019	
Coût	25 062,9
Amortissements et pertes de valeur	(6 639,1)
Valeur comptable au 1er janvier 2019	18 423,9
Clôture au 31 Décembre 2019	
Valeur nette comptable à l'ouverture	18 423,9
Acquisitions	8 328,3
Cessions	(3 044,4)
Acquisition d'une filiale	239,6
Amortissements	(3 686,1)
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente	(29,1)
Différences de conversion	104,5
Valeur nette comptable à la clôture au 31 décembre 2019	20 336,7
Au 31 décembre 2019	
Coût	27 563,4
Amortissements et pertes de valeur	(7 226,7)
Valeur comptable au 31 décembre 2019	20 336,7
Au 30 juin 2020	
Valeur nette comptable à l'ouverture	20 336,7
Acquisitions	3 269,5
Cessions	(1 580,4)
Acquisition d'une filiale	0,0
Amortissements	(1 933,8)
Différences de conversion	(386,7)
Valeur nette comptable à la clôture au 30 juin 2020	19 705,3
Coût	27 321,3
Amortissements et pertes de valeur	(7 616,0)
Valeur comptable au 30 juin 2020	19 705,3

Au 30 juin 2020, il n'y avait pas de dépréciation sur la flotte de location.

ALD conserve la quasi-totalité des risques et des avantages des créances locatives, car dans tous les programmes de titrisation adossée à des actifs, ALD a souscrit des titres de premier rang et supportera donc toutes pertes réalisées. En conséquence, ALD continue de comptabiliser l'intégralité des créances locatives transférées, dont la valeur actuelle totalisait 1 429 millions d'euros et une valeur nette compte de 1 351 millions d'euros au 30 juin 2020. Ces créances ne peuvent être cédées.

Au 30 juin 2020, la valeur comptable du passif associé s'élevait à 414 millions de livres sterling au Royaume-Uni, 360 millions d'euros en Belgique et 236 millions d'euros aux Pays-Bas.

NOTE 16. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Investissements à long terme (10 ans)	429,9	469,1
Autres actifs financiers courants	337,1	326,3
Autres	(0,0)	0,1
Total	767,0	795,5

Les investissements à long terme correspondent à des ressources constituées dans le cadre de la politique du Groupe et de son actionnaire principal, Société Générale, afin de contrôler le risque de taux d'intérêt du Groupe et d'adosser les actifs et passifs en fonction de leurs échéances. Les fonds propres disponibles sont considérés comme une ressource à long terme qui doit être rapprochée des actifs à long terme (se reporter à la section Gestion du risque de taux d'intérêt dans la section Gestion du risque financier des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019). Les capitaux propres sont réinvestis dans des dépôts à long terme amortissables auprès de Société Générale afin de rester dans les limites de sensibilité aux taux d'intérêt fixées pour chaque entité (variation de la valeur actuelle nette des positions résiduelles à taux fixe futures excédent ou déficit pour une augmentation parallèle de 1 % de la courbe des taux). Les dépôts ont une échéance d'environ 6 ans et ne seront pas reconduits.

NOTE 17. CRÉANCES CLIENTS ET CRÉANCES SUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Cet élément inclut les créances au titre des contrats de location et les créances clients, après déduction des provisions pour risques débiteurs, le cas échéant.

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Créances au titre des contrats de location-financement	789,4	856,6
Provision pour dépréciation des créances au titre des contrats de location-financement	(14,6)	(10,7)
Créances sur les établissements de crédit (*)	18,9	32,3
Clients	1 039,7	993,1
Provision pour dépréciation des créances sur les clients	(166,8)	(136,6)
Total des créances	1 666,6	1 734,7

(*) Principalement à l'égard de Société Générale – aucune provision pour dépréciation n'a été calculée sur ces créances en raison de leur nature intra-groupe et de leur taille négligeable.

L'antériorité des créances est présentée ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Créances clients non échues (*)	676,5	638,4
Créances échues depuis moins de 90 jours	180,0	194,7
Créances échues depuis plus de 90 jours et moins de 180 jours	52,9	35,1
Créances échues depuis plus de 180 jours	130,3	124,9
Total	1 039,7	993,1

(*) Les créances de clients qui se sont vues attribuer un report des loyers sont considérées comme non échues.

NOTE 18. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Disponibilités	241,9	117,3
Dépôts bancaires à court terme	84,1	38,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires	326,0	155,5
Découverts bancaires	(129,7)	(272,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires	196,4	(116,7)

Aux fins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Disponibilités	241,9	117,3
Dépôts bancaires à court terme	84,1	38,2
Encaisse auprès des banques et dépôts bancaires à court terme attribuables au groupe destiné à être cédé		1,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires	326,0	157,4
Découverts bancaires	(129,7)	(272,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires	196,4	(114,9)

Comme ALD gère son propre programme de réassurance, le solde de trésorerie comprend les fonds nécessaires à cette activité.

Du fait des incertitudes économiques résultant de la pandémie de Covid-19, le Groupe a décidé d'augmenter les soldes de trésorerie au cours du premier semestre de l'exercice.

NOTE 19. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Cette Note donne des informations actualisées sur l'évaluation des actifs et passifs financiers, ainsi que sur les jugements et estimations préparés par le Groupe pour déterminer la juste valeur des instruments financiers depuis le dernier rapport annuel.

Afin de fournir une indication quant à la fiabilité des données utilisées pour déterminer la juste valeur, le Groupe classe ses instruments financiers selon les trois niveaux prescrits par les normes comptables. Une explication de chaque niveau est donnée dans les tableaux ci-après.

Les tableaux ci-dessous présentent la comptabilisation des actifs et passifs financiers du Groupe et évaluent leur juste valeur au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 sur une base récurrente.

Actifs financiers

Catégorie de passif financier

Au 30 juin 2020 (en millions d'euros)	Actifs au coût amorti	Actifs à la juste valeur par résultat	Passifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Valeur nette comptable totale au bilan	Juste Valeur	Niveau (*)
Instruments financiers dérivés		16,3	59,4	75,8	75,8	Niveau 2
Créances clients et créances sur les institutions financières	1 666,6			1 666,6	1 666,6	Niveau 2
Autres actifs financiers non courants et courants		767,0		767,0	767,0	Niveau 1 et Niveau 2
Trésorerie et équivalents de trésorerie		326,0		326,0	326,0	Niveau 1
Total	1 666,6	1 109,3	59,4	2 835,4	2 835,4	

(*) Fait référence à la méthode d'évaluation

Catégorie de passif financier

Au 31 décembre 2019 (en millions d'euros)	Actifs au coût amorti	Actifs à la juste valeur par résultat	Passifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Valeur nette comptable totale au bilan	Juste Valeur	Niveau (*)
Instruments financiers dérivés		12,8	6,0	18,7	18,7	Niveau 2
Créances clients et créances sur les institutions financières	1 734,7	-	-	1 734,7	1 734,7	Niveau 2
Autres actifs financiers non courants et courants		- 795,5	-	795,5	795,5	Niveau 1 et Niveau 2
Trésorerie et équivalents de trésorerie		- 155,5	-	155,5	155,5	Niveau 1
Total	1 734,7	963,8	6,0	2 704,5	2 704,5	

(*) Fait référence à la méthode d'évaluation

Passifs financiers

Catégorie de passif financier

Au 30 juin 2020 (en millions d'euros)	Passifs au coût amorti	Passif évalué à la juste valeur par résultat	Passifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Valeur nette comptable totale au bilan	Juste Valeur	Niveau
Emprunts bancaires	13 343,7			13 343,7	13 343,7	Niveau 2
Émissions obligataires	4 561,3			4 561,3	4 524,5	Niveau 2
Instruments financiers dérivés		10,3	14,6	24,9	24,9	Niveau 2
Dettes fournisseurs	764,9			764,9	764,9	Niveau 2
Total	18 669,9	10,3	14,6	18 694,7	18 657,9	

Catégorie de passif financier

Au 31 décembre 2019 (en millions d'euros)	Passifs au coût amorti	Passif évalué à la juste valeur par résultat	Passifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Valeur nette comptable totale au bilan	Juste Valeur	Niveau
Emprunts bancaires	13 408,1	-	-	13 408,1	13 408,1	Niveau 2
Émissions obligataires	4 986,8	-	-	4 986,8	5 023,0	Niveau 2
Instruments financiers dérivés	-	6,3	28,9	35,1	35,1	Niveau 2
Dettes fournisseurs	778,6	-	-	778,6	778,6	Niveau 2
Total	19 173,5	6,3	28,9	19 208,7	19 244,9	

Le Groupe analyse ses actifs et passifs financiers selon différentes méthodes d'évaluation. Les différents niveaux ont été définis comme suit :

- Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques (niveau 1).
- Données d'entrée, autres que les prix cotés de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (les prix), soit indirectement (à partir des prix) (niveau 2).
- Données d'entrée non observables pour l'actif ou le passif, c'est-à-dire non fondées sur des données de marché observables (niveau 3).

La juste valeur des actifs et passifs financiers est évaluée au coût amorti, exception faite des créances pour lesquelles la juste valeur constitue le montant nominal.

Instruments financiers de niveau 1

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les prix de marché cotés à la date de clôture. Un marché est considéré actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et interviennent régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales. Le prix de marché coté utilisé pour les actifs financiers détenus par le Groupe est le cours acheteur actuel. Ces instruments sont inclus au niveau 1. Les instruments de niveau 1 englobent principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des investissements à long terme (voir la Note 16, « Autres actifs financiers non courants et courants »).

Instruments financiers de niveau 2

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (par exemple, les instruments dérivés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation maximisent l'utilisation de données de marché observables lorsque celles-ci sont disponibles, et s'appuient aussi peu que possible sur des estimations spécifiques aux entités. Si toutes les données importantes requises pour évaluer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est inclus dans le niveau 2.

Si une ou plusieurs données importantes ne sont pas basées sur des données de marché observables, l'instrument est inclus dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation spécifiques utilisées pour évaluer les instruments financiers comprennent notamment :

- Les prix de marché cotés ou les prix d'un négociateur pour des instruments similaires ;
- La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, qui représente la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, basée sur des courbes de rendement observables ;
- La juste valeur des contrats de change à terme, qui est déterminée à l'aide des taux de change à terme à la date de clôture, la valeur qui en résulte étant ramenée à la valeur actuelle ;
- D'autres techniques, telles que l'actualisation des flux de trésorerie, sont utilisées pour déterminer la juste valeur des autres instruments financiers.

Aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 n'a été effectué au cours de la période. Aucun changement n'est intervenu dans les techniques d'évaluation au cours de la période.

Le Groupe n'a pas évalué d'actifs ou de passifs financiers à la juste valeur sur une base non récurrente au 30 juin 2020.

NOTE 20. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Synthèse des plans d'intéressement à long terme 2020 approuvés par le Conseil d'administration d'ALD

	Plan 5	Plan 6.A	Plan 6.B
Date du Conseil d'administration	27 mars 2020	27 mars 2020	27 mars 2020
Attribution gratuite d'actions	253 281	17 316	17 319
Date d'acquisition des actions	31 mars 2023	31 mars 2022	31 mars 2023
Date de fin de période de conservation	Pas de période de conservation	30 septembre 2022	30 septembre 2023
Juste valeur (en euros)	7,25	7,75	7,25
Nombre de salariés bénéficiant du plan	264	5	5

Synthèse des plans d'intéressement à long terme 2019 approuvés par le Conseil d'administration d'ALD

	Plan 3	Plan 4.A	Plan 4.B
Date du Conseil d'administration	28 mars 2019	28 mars 2019	28 mars 2019
Attribution gratuite d'actions	235 475	16 614	16 617
Date d'acquisition des actions	31 mars 2022	31 mars 2021	31 mars 2022
Date de fin de période de conservation	Pas de période de conservation	30 septembre 2021	30 septembre 2022
Juste valeur (en euros)*	10,16	10,16	10,16
Nombre de salariés bénéficiant du plan	229	6	6

Synthèse des plans d'intéressement à long terme 2018 approuvés par le Conseil d'administration d'ALD

	Plan 1	Plan 2.A	Plan 2.B
Date du Conseil d'administration	29 mars 2018	29 mars 2018	29 mars 2018
Attribution gratuite d'actions	276 980	12 907	12 907
Date d'acquisition des actions	31 mars 2021	31 mars 2020	31 mars 2021
Date de fin de période de conservation	Pas de période de conservation	30 septembre 2020	30 septembre 2021
Juste valeur (en euros)*	11,31	11,31	11,31
Nombre de salariés bénéficiant du plan	195	4	4

Les conditions d'acquisition reposent sur la rentabilité d'ALD, telle qu'évaluée par le bénéfice net moyen du Groupe au cours des 3 ou 2 années de la période d'acquisition. Le Bénéfice net du groupe ALD correspond au Bénéfice net du groupe ALD publié.

Au 30 juin 2020, 418 salariés bénéficiaient des plans d'intéressement à long terme accordés par ALD SA.

Le Groupe a participé à un autre plan d'attribution d'actions gratuites (« AGA ») géré par la société mère, Société Générale. Le plan d'attribution d'actions gratuites (« AGA ») a été accordé à un nombre restreint de dirigeants, sous réserve de conditions d'ancienneté. Au 30 juin 2020, 155 salariés bénéficiaient de 24 676 actions au titre de l'ensemble des plans existants (au 30 juin 2019, 168 salariés bénéficiaient de 76 218 actions).

Toutes les actions gratuites des plans « AGA » sont acquises en 2020 et ont été émises au profit des employés. Au 30 juin 2020, aucun plan d'attribution d'actions gratuites n'est en cours avec la société mère, Société Générale.

Charges inscrites au compte de résultat

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2020
Charges nettes liées aux plans d'attribution d'actions gratuites d'ALD	(1,2)	(0,8)
Charges nettes liées au plan d'attribution d'actions gratuites de Société Générale	(0,1)	(0,2)
Coût Total	(1,3)	(1,0)

NOTE 21. EMPRUNTS AUPRÈS D'INSTITUTIONS FINANCIÈRES, OBLIGATIONS ET TITRES ÉMIS

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Emprunts bancaires	8 455,3	8 607,9
Emprunts non courants auprès d'institutions financières	8 455,3	8 607,9
Découverts bancaires	129,7	272,2
Emprunts bancaires	4 758,7	4,528,0
Emprunts courants auprès d'institutions financières	4 888,4	4 800,2
Total des emprunts auprès d'institutions financières	13 343,7	13 408,1
Obligations et titres issus des opérations de titrisation	976,0	993,9
Obligations et titres issus du programme d'obligations à moyen terme libellées en euros	2 100,0	2 900,0
Obligations et titres émis non courants	3 076,0	3 893,9
Obligations et titres issus des opérations de titrisation	73,5	88,0
Obligations et titres issus du programme d'obligations à moyen terme libellées en euros	1 411,8	1 004,9
Obligations et titres émis courants	1 485,3	1 092,9
Total des obligations et titres émis	4 561,3	4 986,8
Total des emprunts auprès d'institutions financières et des émissions obligataires	17 904,9	18 394,9

Il n'y a pas d'éléments non monétaires provenant des sources d'emprunts en cours.

Échéances des emprunts et des obligations

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
< 1 an	6 373,6	5 893,1
1-5 ans	11 311,3	12 216,8
> 5 ans	219,9	285,0
Total des emprunts et émissions obligataires	17 904,9	18 394,9

Devises

Les valeurs comptables des emprunts du Groupe et les devises dans lesquelles ils sont libellés sont présentées ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Euro	13 386,2	13 540,3
Livre sterling	2 097,7	2 248,6
Couronne danoise	363,6	339,4
Couronne suédoise	414,6	396,7
Autres devises	1 642,9	1 870,0
Total des emprunts et émissions obligataires	17 904,9	18 394,9

Financement externe

Les groupes externes locaux et les tiers fournissent 30 % du financement total, soit 5 342 millions d'euros au 30 juin 2020 (contre 32 % et 5 826 millions d'euros au 31 décembre 2019).

Un montant de 780 millions d'euros, soit 4 % du financement total est fourni par des groupes externes. Le financement résiduel (4 562 millions d'euros) a été levé grâce à des titrisations adossées à des actifs, ainsi qu'à des obligations non garanties.

Programme d'obligations à moyen terme libellées en euros

Le Groupe participe à un programme d'obligations à moyen terme libellées en euros (Euro Medium Term Notes – EMTN). La limite du programme EMTN est fixée à 6 milliards d'euros pour le montant nominal global des obligations en circulation à un moment donné. Une demande a été déposée auprès de la Bourse de Luxembourg afin que les obligations émises dans le cadre du programme soient inscrites à la cote officielle et admises à la négociation sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg. Le programme est noté BBB par l'agence de notation Standard & Poor's et BBB+ par Fitch Ratings. Le programme a été déclassé du fait de la moindre capacité de la Société Générale à fournir un financement extraordinaire au groupe ALD et du déclasserement de la Société Générale elle-même, respectivement.

Au cours du premier semestre 2020, 400 millions d'euros d'obligations sont arrivés à échéance et n'ont pas été renouvelés dans le contexte des besoins de financement limités en 2020 en raison de l'extension des contrats et de la croissance limitée de la flotte.

Financement Société Générale

Ces dernières années, le Groupe a fait appel à des financements externes. Les fonds levés auprès de Société Générale ont légèrement progressé à 70 % au 30 juin 2020, contre 68 % au 31 décembre 2019.

Les emprunts fournis par le groupe Société Générale le sont principalement par l'intermédiaire de Société Générale Bank and Trust (SGBT), basée au Luxembourg. SGBT finance la Trésorerie centrale du groupe ALD, qui octroie à son tour des prêts libellés dans différentes devises aux 19 filiales d'ALD, ainsi qu'aux sociétés holding. Le montant total des prêts octroyés par SGBT s'établissait à 9 119 millions d'euros au 30 juin 2020 (8 598 millions d'euros au 31 décembre 2019) ; ces prêts avaient une échéance moyenne de 1,88 an.

Le reste du financement de Société Générale est octroyé soit par les succursales locales de la banque, soit par la Trésorerie centrale du groupe Société Générale à Paris, et représentait 3 444 millions d'euros au 30 juin 2020 (3 972 millions d'euros au 31 décembre 2019).

Au 30 juin 2020, le Groupe bénéficiait de facilités de crédit non tirées de 2,4 milliards d'euros (2,8 milliards d'euros au 31 décembre 2019). Pour autant qu'il y ait une liquidité de marché, ces facilités sont facilement accessibles aux entités ALD.

Garanties accordées

Une garantie à première demande a été donnée à une institution financière britannique pour un montant de 120 millions de livres sterling pour le compte d'ALD Automotive UK, dans les conditions négociées dans le cadre de l'accord de distribution conclu avec cette institution financière.

Une garantie à première demande a été donnée à la Banque Internationale à Luxembourg pour un montant de 20 millions d'euros au nom d'Axus Luxembourg SA, selon les conditions négociées dans le cadre de l'accord de distribution conclu avec cet établissement financier.

Une garantie à première demande a été donnée à un propriétaire pour un montant de 6,5 millions d'euros au nom d'ALD RE DAC Ireland, selon les conditions négociées dans le cadre de l'accord de location de locaux conclu avec ce propriétaire.

Une garantie à première demande a été donnée à ING Luxembourg pour un montant de 52 millions d'euros au nom d'Axus Luxembourg SA, selon les conditions négociées dans le cadre de l'accord de distribution conclu avec cet établissement financier.

NOTE 22. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉANCIERS

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Dettes fournisseurs	764,9	778,6
Produits différés liés aux contrats de location-financement	410,2	411,8
Autres provisions et autres produits différés	430,7	418,7
Versements échelonnés reçus à l'avance	295,6	315,6
Produits constatés d'avance au titre du règlement des contrats	133,8	84,9
TVA et autres taxes	217,9	194,3
Autres	0,4	0,5
Fournisseurs et autres créanciers	2 253,5	2 204,4

NOTE 23. RÉSULTAT PAR ACTION

Résultat par action de base

(en millions d'euros)	2020	Au 30 juin 2019
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère*	206,8	280,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires disposant de droits de vote (en milliers)	403 227	403 585
Total du résultat par action de base (en cents)	0,51	0,70

*Le résultat net inclut les activités poursuivies et abandonnées

(en millions d'euros)	2020	Au 30 juin 2019
Bénéfice de l'exercice provenant des activités poursuivies	196,8	280,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires disposant de droits de vote (en milliers)	403 227	403 585
Total du résultat par action - de base (en cents)	0,49	0,70

Après l'Assemblée générale combinée qui s'est tenue le 20 mai 2020, ALD SA a été autorisée à acquérir ses propres actions aux fins d'attribuer, de couvrir et de rembourser tout plan d'attribution gratuite d'actions, d'épargne salariale et de toute autre forme d'allocation au profit des salariés et des mandataires de la Société ou des sociétés qui lui sont liées dans les conditions des dispositions législatives et réglementaires applicables. Le capital de la société est composé de 404 103 640 actions. Au 30 juin 2020, un total de 403 000 753 actions confère des droits de vote, en excluant les actions sans droit de vote (actions propres, etc.). Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires disposant de droits de vote est de 403 226 905.

Résultat par action dilué

(en millions d'euros)	Au 30 juin	
	2020	2019
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère*	206,8	280,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	404 104	404 104
Total du résultat par action dilué (en cents)	0,51	0,69

*Le résultat net inclut les activités poursuivies et abandonnées

(en millions d'euros)	Au 30 juin	
	2020	2019
Bénéfice de l'exercice provenant des activités poursuivies	196,8	280,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	404 104	404 104
Total du résultat par action dilué (en cents)	0,49	0,69

Les droits à des actions gratuites conférés aux salariés seront honorés avec des actions propres conformément aux plans d'intéressement à long terme. Les actions propres sont incluses dans le calcul du résultat par action dilué si tous les droits en cours sont acquis.

NOTE 24. PARTIES LIÉES

Les transactions avec les parties liées concernent principalement des transactions avec les sociétés du Groupe Société Générale (« SG »), l'actionnaire majoritaire du Groupe. Il n'y a pas eu de changement significatif au cours des six premiers mois de l'exercice 2020 dans la nature des transactions effectuées par le Groupe avec des parties liées par rapport à celles au 31 décembre 2019, qui étaient mentionnées à la Note 34 « Parties liées » aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les transactions importantes avec les parties liées au 30 juin 2020 et au 30 juin 2019 sont présentées ci-dessous :

- Société Générale et ses filiales sont des clients du groupe ALD. La flotte est louée au Groupe SG à des conditions de marché normales. Plus de 60 % de la flotte est louée par ALD France, ce qui représentait un total de revenus locatifs de 8,7 millions d'euros au 30 juin 2020 (9 millions d'euros au 30 juin 2019) ;
- Le montant total des services informatiques sous-traités à Société Générale et ses filiales s'élève à 10,3 millions d'euros au 30 juin 2019 et 9,6 millions d'euros au 30 juin 2018 ;
- Certaines entités du Groupe partagent des locaux avec SG ou des divisions de SG dans certains pays (principalement ALD France et ALD Danemark, qui représentent plus de 70 % des loyers versés à SG). Les locations des locaux SG au Groupe, évaluées au prix du marché, se sont élevées à 0,5 million d'euros au 30 juin 2020 et à 0,4 million d'euros au 30 juin 2019 pour ALD France et ALD Danemark ;
- Les commissions de courtage de contrats de location versées à SG par ALD France s'élèvent à 1,5 million d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 et à 1,5 million d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2019 ;

- Le montant total des primes d'assurance payées par ALD Italy à Sogessur dans le cadre d'une police d'assurance de responsabilité civile (TPL) s'élève à 31,9 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 et 43,9 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2019 ;
- Les prestations fournies par Société Générale ont fait l'objet d'une rémunération de 4,8 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 et de 4,8 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2019 ;
- Au 30 juin 2020, 70 % du financement du Groupe était assuré par l'intermédiaire de SG à un taux de marché représentant 12 563 millions d'euros (respectivement 68 % représentant 12 569 millions d'euros au 31 décembre 2019 et 70 % représentant 12 445 millions d'euros au 30 juin 2019) ;
- Le montant total des garanties du Groupe libérées par le Groupe SG en cas de financement externe s'élève à 975 millions d'euros au 30 juin 2020 (1 057,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 et 1 073,30 millions d'euros au 30 juin 2019) ;

SG fournit également des instruments dérivés au Groupe ALD pour un montant total de 62,3 millions d'euros à l'actif et 14,5 millions d'euros au passif au 30 juin 2020 (respectivement 7,6 millions d'euros à l'actif et 28 millions d'euros au passif au 31 décembre 2019 et 12 millions d'euros à l'actif et 39,1 millions d'euros au passif au 30 juin 2019). Le Groupe ALD dispose de dépôts à long terme auprès de SG pour un montant total de 524,8 millions d'euros au 30 juin 2020 (au 31 décembre 2019, le total était de 581,1 millions d'euros). Ces dépôts ont une échéance d'environ 6 ans et ne seront pas reconduits.

NOTE 25. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun